



La « pieuvre-cocaïne » en Colombie

L Colombie, qui détient le record mondial de la violence (plus de dix-huit mille assassinats par an, soit près de deux par heure) est à nouveau en émoi après une série d'attentats, ces derniers jours, contre de hautes personnalités.

L'un des hommes politiques les plus en vue du pays, le sénateur du Parti libéral, au pouvoir, Luis Carlos Galán, favori dans les sondages pour l'élection présidentielle de 1990, a été tué le 18 août sous les yeux de sept mille personnes : c'est en effet au moment où il montait à la tribune, lors d'un meeting, que deux tueurs ont tiré sur lui. Il n'est pas sûr que le mobile du crime soit politique : en Colombie, en effet, chaque fois qu'est annoncée la mort violente d'une personnalité, le premier soupçon se porte sur les « barons de la drogue ». S'il n'est pas un des plus vénéreux contempteurs des « chevaliers de la cocaïne », Luis Carlos Galán n'avait pas, durant sa campagne, esquivé le problème.

En toute hypothèse, on ne prête qu'aux riches. Or, quelques heures plus tôt, le chef de la police de la province d'Antioquia, dont la capitale est Medellin, citadelle du fameux « cartel », le colonel Vladimir Quintana, avait, lui aussi, été assassiné par un commando. Et ce crime a été aussitôt revendiqué par un groupe de tueurs connus pour ses liens avec les « parrains ». L'avant-veille, un magistrat de la cour d'appel de Bogota avait été tué : Carlos Valencia était chargé de dossiers concernant les assassinats, selon toute apparence commandités par des « portes de la drogue », de hautes personnalités de la politique et du journalisme. A la suite de ce crime, tous les juges colombiens (beaucoup paient à la violence l'un des plus lourds tributs au monde) ont annoncé leur démission.

Le président Virgilio Barco a réagi avec vigueur : il a annoncé à ses compatriotes que désormais les pays qui en feraient la demande dans les formes se verraient accorder l'extradition des trafiquants présumés. Cette décision, qui peut désigner le chef de l'État lui-même aux coups des assassins, a d'autant plus stupéfié les Colombiens que la Cour suprême s'était, récemment, prononcée contre la légitimité de telles extraditions. Mais c'est la guerre, a expliqué M. Barco.

La situation de la dizaine de pays latino-américains et caraïbes plus ou moins gravement impliqués dans la production, le raffinage et le trafic de la poudre blanche devient dramatique. Les justifications souvent fournies sur place (ce commerce a des retombées positives sur les économies nationales) se révèlent à courte vue. Celles qui ont cours dans les opinions publiques européennes en défense d'une relative apathie (« c'est le problème des États-Unis » : les autorités locales sont complices) ne tiennent plus face à cette évidence : la consolidation de la « pieuvre-cocaïne » comme centre de pouvoir face aux États de droit.

Le premier ministre de la Jamaïque, M. Michael Manley, dont le pays est lui-même impliqué, vient de demander aux Nations unies de créer une « force multilatérale de lutte contre la drogue ». Sans doute l'heure est-elle venue, pour la communauté mondiale, de réagir.



3790146006000 08210

M. Tadeusz Mazowiecki pressenti par le président Jaruzelski

La désignation d'un premier ministre issu de Solidarité divise profondément le Parti communiste polonais

La direction de Solidarité devait se réunir dimanche 20 août à Gdansk, au terme d'une semaine fertile en rebondissements dans la vie politique polonaise. Samedi matin, le comité central du PC (POUP) s'était réuni à huis clos pour examiner la situation nouvelle créée par l'offre faite la

veille à un responsable de Solidarité, M. Tadeusz Mazowiecki, de diriger le futur gouvernement. Le premier secrétaire du POUP, M. Rakowski, a longuement rencontré vendredi soir le premier ministre pressenti, mais les débats ne s'en annonçaient pas moins orageux au sein du comité central,

profondément divisé par le choix d'un membre de l'opposition pour diriger le gouvernement. M. Mazowiecki, dont la désignation devait être rendue officielle samedi soir par le président Jaruzelski, a assuré qu'il n'entendait pas rejeter les communistes dans l'opposition.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Entre deux communistes renégats — MM. Bronislaw Geremek et Jacek Kuron — et un ancien député catholique, la direction communiste semble donc avoir décidé vendredi 18 août que le moindre mal était le catholique. Sauf coup de théâtre qui, en Pologne, par les temps qui courent, n'est jamais à écarter, le général Jaruzelski devait annoncer, samedi soir 19 août, la nomination de M. Tadeusz Mazowiecki, soixante-deux ans, membre de la direction de Solidarité et conseiller de longue date de M. Lech Walesa, pour former un gouvernement de coalition avec toutes les forces politiques représentées au



Parlement, donc avec le Parti communiste (POUP). Si la Hongrie fut la première l'an dernier à se doter d'un chef d'État non communiste, la Pologne effectue là un bond inimaginable il y a encore quelques mois en Europe de l'Est. M. Mazowiecki, lui-même, avait l'air de vouloir se pincer lorsque, entre deux consultations politiques, il est sorti d'un bureau de la Diète pour accorder un court instant aux demandes des photographes. Très souriant et presque rajeuni, il a indiqué que, après un entretien de deux heures avec le général Jaruzelski, il s'attendait désormais à une proposition formelle du président de la République.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 3.)

Le voyage du chef du gouvernement dans le Pacifique

M. Rocard face au nouveau défi calédonien

Le premier ministre, M. Michel Rocard, devait entamer samedi soir 19 août une visite de trois jours en Nouvelle-Calédonie. Un an après la signature des accords de Matignon, M. Rocard fera le point sur la mise en place des nouvelles institutions provinciales issues des élections du 11 juin dernier.

Le souvenir de Jean-Marie Tjibaou hantera le séjour de M. Michel Rocard en Nouvelle-Calédonie, mais il aidera le premier ministre à faire en sorte que son voyage ne soit pas qu'un simple pèlerinage. Jusqu'à la veille de son assassinat, le 4 mai dernier, le maire de Hienghène donnait des consignes politiques que tous les signataires des accords de Matignon peuvent reprendre à leur compte tant elles restent d'actualité au moment où se mettent en place les nouvelles institu-

tions dont le fonctionnement conditionnera l'avenir du territoire.

« Construire ». Cet impératif revenait en permanence dans la bouche de Jean-Marie Tjibaou. « Maintenant, il ne faut pas dormir, ni traîner la savate ; il faut s'engager pour être de plus en plus crédibles », disait-il, le 29 avril, cinq jours avant sa mort, aux autres dirigeants de l'Union calédonienne réunis à Poinindiri, cette localité de la côte est de la Grande-Terre où, il y a un an, en présence de M. Rocard, l'on vit pour la première fois — image ô combien symbolique — le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, sourire sous les plus des drapeaux indépendantistes qui lui caressaient malicieusement le visage.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Fèvre, ne disait pas autre chose, le mois dernier, en constatant que la consolidation

de la paix réclamait maintenant un grand élan collectif : « Les accords de Matignon sont en bonne santé, le dialogue entre le RPCR et le FLNKS se maintient, la provincialisation démarre bien, tout est en place, le bateau est bien construit, il est beau même, mais c'est encore le calme plat. Il faut un souffle pour que les accords de Matignon repartent, sinon gare à la première tempête. C'est parce que les choses se passent bien qu'il faut redoubler de vigilance pour ne pas s'endormir sur ces premiers succès et se réveiller un peu plus tard dans le malentendu ou la douleur... »

La paix a toujours été, en Nouvelle-Calédonie, une fleur trop rare pour autoriser la moindre négligence de la part du chef du gouvernement, alors que, sur place, l'intendance ne suit pas toujours les avancées politiques. M. Rocard pourrait, lui aussi, répéter mot pour mot ce qu'il déclarait à Nouméa le

26 août 1988 : « La seule chance d'échapper à la violence, c'est de tourner la page d'un système instable. Il y a eu le temps du pardon, il faut que vienne le temps du partage. Nous devons relever un défi qui depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'a pas eu de précédent : rétablir une décolonisation dans le cadre des institutions de la République française... » Tout reste à faire.

Il est d'ailleurs paradoxal de devoir relever que, depuis un an, l'ampleur même de ce fantastique défi semble plus paralysier les énergies que les stimuler. Non que l'ardeur des hommes responsables de l'application des accords de Matignon soit en cause, mais tout se passe comme si la particularité même du dossier calédonien décourageait la logique cartésienne inspirant les pratiques de l'administration française.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 6.)

Production pornographique et criminalité

Fantasmes japonais

Le nouveau premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a demandé, vendredi 18 août, l'ouverture d'une enquête sur une série de meurtres d'enfants qui secoue le Japon.

TOKYO
de notre correspondant

Une tragique affaire criminelle, relatée par le menu par les médias nippons, bouleverse l'opinion publique. Un jeune employé de la PME de son père dans une banlieue de Tokyo, Tsutomu Miyazaki, qui avait déjà avoué la semaine dernière un crime commis sur une fillette de six ans, qu'il avait tuée puis démembrée avant d'enterrer ses restes en plusieurs endroits, a confessé, depuis, trois autres meurtres similaires de fillettes âgées de quatre ans dispa-

raus l'année dernière. Dans le cas de l'une des victimes, le meurtrier devait déposer plusieurs mois plus tard des ossements et une dent dans un carton devant la porte de ses parents, accompagnés d'une lettre signée d'un nom de femme et d'une photo de l'enfant. Tsutomu Miyazaki pourrait encore être responsable de deux autres meurtres.

Actes de déséquilibre, ces crimes atroces suscitent d'autant plus l'attention qu'ils font suite à d'autres récentes affaires tragiques, notamment le viol et le meurtre d'une adolescente retournée prisonnière pendant quarante jours par quatre jeunes garçons qui ont ensuite confié son cadavre dans le ciment. Ils alimentent la crainte de voir se développer au Japon la délinquance juvénile : selon le Livre blanc sur la criminalité, publié au début de ce mois,

les délits commis par les mineurs (entre quatorze et dix-neuf ans) ont, pour la première fois, dépassé ceux des adultes au cours des six premiers mois de cette année. Dans un pays où le taux de criminalité est toujours le plus faible des pays industrialisés (le nombre des crimes est huit fois plus bas qu'aux États-Unis et celui des vols quatre fois), le « mal américain » n'est sans doute pas pour demain. Mais la tendance est préoccupante.

Les crimes de Tsutomu Miyazaki incitent surtout à s'interroger sur un problème de nature : une production pornographique (appelée par les Japonais *eroduction*, néologisme composé des mots anglais *erotic* et *production*) prolifique, facilement accessible, véhiculant les fantasmes de violence les plus débridés.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 5.)

GUY BEART

CHANSON CRÉÉE A BEYROUTH LE 13 MAI 1989

LIBAN LIBRE

GUY BEART ET LES ENFANTS LIBRES



UN DISQUE DE LIBERTÉ ET D'ESPERANCE • UN DOCUMENT ÉMOUVANT

DISQUES EMPORÉL
POCHETTE DOUBLE
PHOTOS, TEXTES
ET TÉMOIGNAGES
45 T CHEZ VOTRE DISQUAIRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 dh ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; États-Unis, 3,18 F CFA ; Espagne, 180 pes ; Grèce, 60 dr ; Italie, 100 li ; Japon, 2 000 Y ; Liban, 6 400 LL ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 13 kr ; Pays-Bas, 2,50 fl ; Portugal, 140 esc ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 14 sh ; Suisse, 1,80 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Dates

Il y a trente-cinq ans

L'échec du projet de défense européenne

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wout

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les réclames
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

TRIMESTRE	FRANCE	BOULON	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	304 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	592 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse :
prévoir : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 821 MONOS

C E lundi après-midi de l'été 1954, la fièvre monte au Palais-Bourbon. Agitation, brouhaha... la tension est bientôt à son comble. Toute la classe politique est là : le verdict va enfin sortir des urnes, au terme de trois jours de piteux débats et de... quatre années de controverses. Quatre années marquées par « la plus grande querelle idéologico-politique que la France ait connue probablement depuis l'affaire Dreyfus », selon Raymond Aron.

Lorsque le verdict tombe, un tourbillon s'empare de l'Assemblée. La moitié de la salle se lève et entonne la Marseillaise. On distingue un « A bas la Wehrmacht ! ». La question préalable, qui équivaut au rejet de la Communauté européenne de défense, vient d'être votée par 319 voix pour et 264 contre.

Les députés MRP quittent immédiatement l'hémicycle. Ils ont perdu la bataille : leur idée d'intégration européenne vient de subir un coup fatal. Prévisible, mais fatal. Pour eux, le rejet de la CED restera « le crime du 30 août ». L'Assemblée nationale a refusé de ratifier un traité d'origine française, en se cantonnant à un débat de procédure. Le fond du projet n'a même pas été discuté. Les « européens » — et leurs successeurs marquent toujours cette date d'une croix blanche — parleront de « coup de force ». En fait, la CED, qui a succombé sous les coups d'adversaires de gauche comme de droite, a surtout été victime du temps. Son histoire se confond en effet avec celle de la politique française et internationale des quatre années antérieures, période changeante tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

A l'origine du projet, le plan Plevin. Le 24 octobre 1950, le président du conseil prononce un mémorable discours devant l'Assemblée nationale. Il propose la création d'une armée européenne, dans l'esprit de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) en cours de négociation. « L'Allemagne, qui n'est pas partie au pacte atlantique, est cependant appelée à bénéficier, elle aussi, du système de sécurité qui en résulte. Il est donc juste qu'elle fournisse sa contribution », affirme René Plevin.

Le gouvernement français reprend ainsi à son compte une proposition de Winston Churchill consistant à créer une armée européenne entre la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA — mais sans la Grande-Bretagne dans le cadre du pacte atlantique. Le projet permet d'envisager le réarmement de l'Allemagne en substituant à cette formule celle de « contribution de l'Allemagne à la défense de l'Europe ». La méthode présente l'énorme avantage de faire passer l'idée impopulaire du réarmement allemand par le biais de celle, populaire, de l'unification européenne. Mais le risque est à la mesure de l'atout : l'impopularité du réarmement allemand peut se transmettre à l'idée européenne.

Lancé le 9 mai 1950, soit cinq mois plus tôt, le plan Schuman, qui devait donner naissance à la CECA, était conçu comme le germe d'un pool européen, « troisième force » vis-à-vis des États-Unis et de l'URSS. Lorsque, un mois et demi plus tard, la guerre de Corée éclate, le pool change de dimension : il s'agit cette fois de renforcer l'Occident face à la menace soviétique. Les États-Unis font pression en faveur du réarmement allemand. De tous leurs partenaires, seule la France freine des quatre fers.

L'amalgame

C'est dans ce contexte que René Plevin lance sa proposition. La CED est conçue comme un compromis entre la pression des alliés et l'hostilité de l'opinion française au réarmement de l'ennemi d'hier. Le 27 mai 1952, sous le gouvernement Pinay, est signé le traité de Paris, instituant une armée européenne dont les divisions seront à la disposition du chef des forces atlantiques, c'est-à-dire sous les ordres d'un général américain.

Dès les débuts, les détracteurs de ce projet sont virulents. Le président de la République, Vincent Auriol, en est. Edouard Herriot et Edouard Daladier également. La critique est facile : comment construire une armée sans chef, unir des bataillons en l'absence de pouvoir politique européen ?

Le 5 juin 1952, le général de Gaulle déclare à la presse : « Pêle-mêle avec l'Allemagne et l'Italie vaincues, la France doit verser ses hommes, ses armes, son argent, dans un mélange apatride. Cet abaissement lui est infligé, au nom de l'égalité des droits, pour que l'Allemagne soit réputée n'avoir pas d'armée tout en refusant des forces militaires. Bien entendu, la France, entre toutes les grandes nations qui ont aujourd'hui une armée, est la seule qui perde la sienne. »

Cette idée selon laquelle la France serait « diminuée » si elle adhérait à une armée européenne est le lien qui unit tous les « anticédistes ». La CED et, surtout, le spectre de la supranationalité mettent à

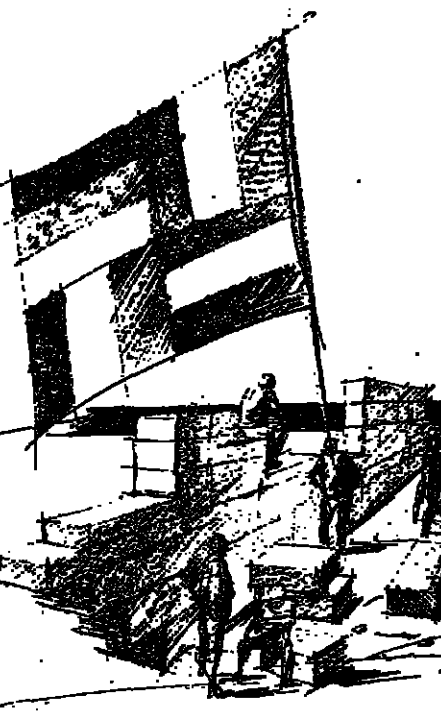
mal leur vision de la France, grande puissance mondiale. Les slogans nationalistes fleurissent : « L'Europe serait construite sur le cadavre de la France », « L'union française serait livrée à l'Allemagne et à l'Italie », ou encore « La CED réarme l'Allemagne et désarme la France ».

Dans l'autre camp, chez les « cédistes », on trouve aussi bien des « anti-allemands » — qui, à choisir, préfèrent la CED au réarmement — que des partisans des États-Unis d'Europe. Mais ceux-ci, la supranationalité n'étant guère en vogue, restent timorés. Ils « vendent » la CED comme une solution de rechange au réarmement. Discours identiques — « La CED ou la Wehrmacht » — pour des motivations opposées... le compromis proposé par René Plevin mène à l'amalgame.

Pression
américaine

Une fois signé, le traité reste dans les tiroirs du ministre des affaires étrangères, Robert Schuman, qui ne l'envoie à l'Assemblée nationale pour ratification qu'en janvier 1953 : craignant qu'il ne leur manque quelques dizaines de voix, les partisans de la CED retardent le débat en espérant que le temps jouera en leur faveur.

Lorsque l'Assemblée est enfin saisie, les commissions parlementaires ne mettent aucun empressement à désigner des rapporteurs. Ceux-ci se lancent ensuite dans une étude approfondie du traité. Une étude d'autant plus longue que les gouver-



nements successifs se sont engagés à réaliser des préalables, parmi lesquels un « serment » (le règlement définitif du territoire contesté), un britannique (la participation de la Grande-Bretagne était souhaitée bien que non envisageable en raison du caractère supranational de l'organisation), et un américain (l'Assemblée nationale voulait que les États-Unis s'engagent formellement à maintenir leurs troupes sur le continent).

Au début réticents, les Américains sont devenus de fervents partisans de la CED. « Pour nous, l'Europe, sous toutes ses formes, entre autres la CED, c'était l'objet d'une croisade. Nous nous estimions vœux à assurer aux Européens une unité nécessaire à leur bonheur et à leur défense », se souvient l'épouse de David Bruce, à l'époque ambassadeur américain à Bruxelles (1).

Or la situation internationale évolue. L'alerte de 1950 passe. Le climat de guerre froide s'estompe. En 1953, les Soviétiques ne sont plus les mêmes adversaires menaçants : Staline meurt le 5 mars et l'armistice en Corée est signé le 27 juillet.

La pression des États-Unis — qui viennent de vivre les plus belles heures du macarthysme — est de moins en moins supportable aux communistes. Les gaullistes honnissent de la même manière l'idée d'être soumis à la tutelle américaine. Les uns et les autres ne sont d'ailleurs pas les seuls à redouter une dépendance quelconque vis-à-vis de la « grande puissance hégémonique ».

L'appui rigide apporté par le State Department à la CED contribue, écrit Daniel Lerner, à alimenter le débat et à lui conférer ce caractère idéologique qui frappa de rigidité certaines attitudes et rejeta la politique française dans des positions extrêmes : le résultat en fut l'« immobilisme » qui empêcha les dirigeants français d'agir de façon effective dans les questions de politique intérieure aussi bien qu'internationale (2).

Cet « immobilisme » est accentué par l'évolution de la politique intérieure. Les élections législatives de juin 1951 ont

entraîné le recul des deux partis les plus favorables à l'armée européenne, le MRP et la SFIO. En mars 1952, les socialistes passent dans l'opposition. En janvier 1953, les gaullistes sont dans la majorité. Cinq mois plus tard, ils font partie du gouvernement. Robert Schuman a été remplacé au Quai d'Orsay par Georges Bidault qui, bien que MRP, est considéré par les « cédistes » comme un « tigre ».

La guerre froide passée, ce qui préoccupe les Français, c'est l'Indochine. Pourquoi laisser perdurer une guerre ruineuse ? se demande l'opinion. L'homme qui saura faire la paix, Pierre Mendès France, arrive au pouvoir en juin 1954. Guerre plus d'un mois après son investiture, l'armistice est signé à Genève. Molotov accorde-t-il à PMF le bénéfice d'un « bon » amnistie en espérant que celui-ci saura apprécier le service rendu ? Y a-t-il marchandage (une paix honorable en Indochine contre l'abandon de la CED) ? Les soupçons pèsent sur le nouveau prési-

dent, ni au cadre trop étroit de l'Europe à six, ni au trio des six ministres gaullistes, MM. Maurice Lemaire, Jacques Chaban-Delmas et le général Kœnig, démissionnent le 13 août.

Critiqué par les « anticédistes », Pierre Mendès France se voit reprocher, par les « cédistes », de faire trop de concessions. Dans son journal, René Plevin qualifie la solution préconisée par PMF de « compromis nègre-blanc qui ne donnerait satisfaction à personne et accumulerait les inconvénients ».

Guérilla
parlementaire

Les partenaires de la France n'apprécient pas non plus le « remodelage » du traité suggéré par le président du conseil. Les Parlements belge, allemand, luxembourgeois et néerlandais ont déjà ratifié le texte... Impossible de revenir dessus, préviennent les interlocuteurs de PMF à la conférence de Bruxelles, au cours de laquelle le président du conseil tente vainement d'expliquer, dans une ambiance très tendue, que le traité n'a aucune chance d'être ratifié en France s'il n'est pas modifié.

Le jour même de l'ouverture de cette conférence, PMF reçoit un « coup de poignard dans le dos » : deux articles, l'un de Robert Schuman, l'autre du socialiste André Philip, paraissent dans le Figaro et l'Europe. Tous deux dénoncent le compromis mendésien, qui « tronque » le traité. « Ils sont beaux les colons », lance Edgar Faure à Pierre Mendès France en lui tendant le Figaro...

Échec de la conciliation Bourges-Mannoury-Kœnig, échec de la conférence de Bruxelles... PMF n'a plus le choix : il décide de présenter le traité tel quel à l'Assemblée. Le débat, qui commence le samedi 28 août, s'enlise rapidement dans des querelles de procédure. Les « cédistes » n'espèrent plus qu'une chose : l'ajournement. Ils présentent une motion « préjudicielle ». Leurs adversaires ripostent à l'aide d'une motion « préalable » — déposée par le général Ammeran — qui, si elle était adoptée, équivaudrait au rejet du traité.

Guérilla parlementaire au Palais-Bourbon : suspensions de séance, complots de couloirs, départs et retours de motions se succèdent pendant trois jours. Le lundi après-midi du 30 août, Edouard Herriot porte le coup de grâce. « Transporté en fauteuil roulant, agrippé aux pupitres, haletant, il s'est fait hisser à l'ouverture de la séance, relate Pierre-Olivier Lapie (...). La Chambre entière se retourna vers cette masse affaissée. Le silence se fit. Alors s'éleva une voix que l'on n'entendait plus et que l'on ne devait plus entendre » (3).

Edouard Herriot se pose en conscience nationale, dans un discours qu'il conclut ainsi : « Pour nous — laissez-moi le dire comme je le pense au terme de ma vie — la Communauté européenne, c'est la fin de la France... Quelques heures plus tard, la CED est rejetée par 53 socialistes sur 105, 34 radicaux sur 76, 99 communistes et apparentés, 10 UDSR sur 24, 2 MRP sur 86, 67 républicains-socials (gaullistes) sur 73, 16 ARS (gaullistes dissidents) sur 33.

Jamais le MRP ne pardonnera à Pierre Mendès France sa neutralité. Le gouvernement n'a pas engagé sa responsabilité. Ses vingt-trois membres n'ont pas pris part au vote (4).

Le 30 décembre, exactement quatre mois plus tard, la même Assemblée ratifie les accords de Paris : la souveraineté allemande était reconnue et l'entrée de la RFA dans l'OTAN acquise, sous la pression des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Bonn pouvait envisager le réarmement. Certains parlementaires affirmèrent alors que, s'ils avaient su, ils auraient choisi la CED, et donc l'Europe. Trop tard.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Dans Pierre Mendès France, de Jean Lacouture, Le Seuil, 1981.

(2) La Querelle de la CED, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 80, librairie Armand Colin, 1956.

(3) De Léon Blum à de Gaulle, Pierre-Olivier Lapie, éditions Fayard, 1971.

(4) Les ministres de la IV^e République donnaient décrets.

Un PC profondément

POLOGNE : un dirigeant de Solidarité pressenti pour former le gouvernement

Dans un article sur la situation en Pologne, l'organe du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, écrivait vendredi 18 août : « Il est d'ores et déjà clair que le prochain gouvernement polonais sera constitué de non-communistes. » Cet article visait à préparer l'opinion soviétique au fait que Solidarité allait vraisemblablement dominer le nouveau cabinet, qui pour la première fois depuis plus de quarante ans ne sera pas contrôlé par le PC.

Pour sa part, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a de nouveau déclaré que Moscou ne s'immiscerait pas dans les affaires

intérieures polonaises et qu'il appartenait aux Polonais eux-mêmes de régler les problèmes auxquels le pays est confronté. Il n'a toutefois pas manqué de souligner que la Pologne ne devait pas chercher à quitter le pacte de Varsovie. Une telle initiative « ne serait pas dans l'intérêt de la stabilité en Europe ». Le fait que M. Lech Walesa ait déclaré dernièrement à la radio polonaise qu'un gouvernement dirigé par Solidarité ne souhaitait pas « renverser » l'ordre établi en Europe a été accueilli avec satisfaction à Moscou et qualifié d'« attitude raisonnable ». Les *Izvestia* ont rap-

porté en outre, sans commentaire, le vote, jeudi, à la Diète polonaise d'une résolution condamnant l'intervention des forces du pacte de Varsovie en 1968 en Tchécoslovaquie. A Prague, ce vote est considéré comme « une ingérence brutale dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie ».

Par ailleurs, la Commission européenne a décidé, jeudi 17 août à Bruxelles, de prêter 10 000 tonnes de viande bovine sur les stocks de la RFA pour les livrer à la Pologne, au titre de l'aide alimentaire décidée en juillet dernier par les Douze. Cette viande sera fournie gratuitement

aux autorités polonaises et acheminée avant le 8 octobre.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué vendredi que les États-Unis « ne feront aucun commentaire sur le processus [de démocratisation] engagé en Pologne tant qu'ils ne sauront pas comment le gouvernement sera formé ». Il a estimé qu'une augmentation de l'aide économique américaine serait à l'heure actuelle « prématurée ». Selon M. Fitzwater, les États-Unis sont soumis à des « contraintes budgétaires (...) » et n'ont pas beaucoup d'argent à offrir pour le moment.

Tadeusz Mazowiecki : la fermeté et la prudence

« Beaucoup dépendra de notre fermeté mais aussi de notre prudence. » Cette phrase prononcée par Tadeusz Mazowiecki peu avant la signature des accords historiques de Gdansk, qui le 31 août 1980, devaient donner naissance à Solidarité, résume parfaitement son tempérament.

Pur produit de la culture politique polonaise, cet intellectuel catholique modéré de sobriété deux ans, homme de dialogue s'il en est, assiste fidèlement depuis 1980 Lech Walesa et Solidarité — qui reste à ce jour le seul exemple de syndicat indépendant de masse du bloc soviétique. Il aura été, dit de lui l'un de ses proches amis, « par deux fois l'accoucheur de Solidarité » : en apportant au côté du professeur Gerasim le précurseur des intellectuels aux grèves de Gdansk pour les aider à arracher les accords d'août 1980 ; puis en menant lui-même cette année à la table ronde les négociations avec le pouvoir sur la légalisation de Solidarité, qu'il va personnellement enregistrer au tribunal le 17 avril 1989.

Moins enflammé qu'Adam Michnik et que Jacek Kuron, moins organisé que Bronislaw Gerasim, Tadeusz Mazowiecki est aussi le plus discret des quatre lieutenants de Lech Walesa, dont il est le seul à partager la solide foi religieuse et les liens privilégiés avec le pape. Sa réputation de modération, à laquelle il doit sans doute d'avoir été pressenti pour diriger ce gouvernement de coalition inédit, ne saurait être prise pour de la faiblesse, à en croire ceux qui ont travaillé sous ses ordres. « Il sait parfaitement faire preuve d'autorité, voire d'opiniâtreté, s'il est convaincu d'être sur le droit chemin, au point de devenir irritant. »

Né en 1927, Tadeusz Mazowiecki fait des études de droit à Varsovie. Son parcours, marqué par l'intégrité et d'incessants efforts contre le totalitarisme, se lit ensuite comme un symbole de l'échec du régime communiste en Pologne. Il aurait pu devenir l'un de ces députés catholiques dociles, engagés rangés au côté du pouvoir, comme il en existe encore. Profondément croyant, mais fasciné par la politique, il tente d'abord de manœuvrer dans les limites de ce que l'on appelle, à une époque où le pouvoir communiste est en plein épanouissement, « l'acceptation critique du socialisme ». Mais l'attachement obstiné de ce chrétien progressiste à certains principes va se révéler

difficilement conciliable avec la tournure des événements. Il glisse progressivement vers l'opposition ouverte, jusqu'à y basculer complètement en 1980.

Catholique indépendant

Son premier conflit avec le régime éclate très tôt, en 1955, lorsqu'il quitte l'association catholique PAX à travers laquelle les autorités tentent en fait de récupérer l'Eglise. « C'est là que pour la première fois j'ai compris que Tadeusz était quelqu'un », se souvient son ami de toujours et proche collaborateur, Wojciech Wierzbicki. L'année suivante, il participe à la création du Club de l'intelligentsia catholique de Varsovie, premier de ces fameux KIK qui vont se multiplier à travers la Pologne. (En 1958, il lance une revue, *Wizja* (le lien), qu'il dirigera jusqu'en 1981 et qui existe encore aujourd'hui. Rare publication de ce que le pouvoir peut alors tolérer comme opposition, *Wizja* exerce une grande influence sur l'évolution de l'intelligentsia chrétienne laïque, et sa haute tenue restera associée au nom de Mazowiecki. En 1961, profitant du souffle de libéralisation qui a suivi 1958 en Pologne, il entre à la Diète comme député du groupe des catholiques indépendants, Znak.

L'arrivée du bréjnévisme, le durcissement dans son propre pays, auront raison de ses espoirs. En mars 1969, il proteste, avec d'autres députés de Znak, contre la violence policière qui s'abat sur les étudiants polonais et prend position contre la vague d'antisémitisme qui s'en suit. C'est à cette époque-là qu'il se lie avec l'un des leaders de la révolte étudiante, Adam Michnik, auquel il va permettre, ainsi qu'à Jacek Kuron, de publier des textes sous des pseudonymes vaudront d'ailleurs quelques interrogatoires policiers à la rédaction de la revue... Tadeusz Mazowiecki abandonne définitivement le Parlement en 1971 n'y voyant plus aucune possibilité d'agir.

Quelques années plus tard, en 1976, plusieurs intellectuels d'opposition, parmi lesquels Jacek Kuron et Adam Michnik, créent le KOR (Comité de défense des travailleurs). Tadeusz Mazowiecki sympathise avec cette initiative, aide les ouvriers victimes de la

répression à Radom. Il prend une part active aux « universités volantes », organisées en marge de l'enseignement officiel. En 1980, il s'agit de la grève des jeunes grévistes désespérés et au bout du rouleau de sortir dignement des chantiers. Il parle avec émotion de cet événement qui l'a mis en contact avec la jeune génération de travailleurs, dont certains sont en larmes, et l'a profondément marqué. Un an plus tard, en avril dernier, il se rebelle contre la direction de Solidarité, en particulier contre Lech Walesa et Bronislaw Gerasim, qu'il accuse de sélectionner les candidats aux élections de juin de façon non démocratique. Il refuse donc de se présenter au Sénat ou à la Diète et se prépare à une traversée de désert qui finalement aura été de courte durée. Cette attitude lui a en tout cas gagné le respect de nombreux militants de base de Solidarité.



D'une grande courtoisie et d'un naturel pudique — comme le maréchal Pilsudski (1), font remarquer les vieux Polonais, — il ne recherche pas la publicité, évite les déclarations retentissantes et les réceptions diplomatiques, ce qui explique qu'il ne soit pas aussi connu en Occident que le professeur Gerasim, mieux rompu que lui au maniement des médias. Sa simplicité, son humour posé, sa sincérité lorsqu'il s'efforce d'expliquer les innombrables méandres de la politique polonaise, en font pourtant un interlocuteur passionnant et attachant.

Arrêté et interné

Son rôle crucial de conseiller de Solidarité en 1980-1981 le place au premier rang de ceux qui, la nuit du 13 décembre, seront arrêtés et internés. Une rumeur le fait passer pour mort au début de l'état de guerre, au point que l'on publie sa nécrologie en Occident et que sa famille à Varsovie — veuf deux fois à la fin des années 40 et en 1970, il a trois fils qu'il a élevés pratiquement seul — le pense réellement perdu. Libéré au bout d'un an, il reprend un poste de rédacteur à *Wizja* qu'il avait laissé pour diriger l'hebdomadaire de Solidarité et écrit dans la presse clandestine.

Jamais, tout au long de ces années, remarquables ses amis, Tadeusz Mazowiecki n'aura accepté de sacrifier ses principes, prenant parfois le risque de se retrouver isolé. Deux épisodes récents illustrent le courage politique dont il peut être capable : en mai 1988, lorsque les grèves qui

ont éclaté aux chantiers navals de Gdansk s'essouffent et que Lech Walesa décide qu'il faut abandonner la partie, Tadeusz Mazowiecki est le seul à aller aider sur le terrain à convaincre ces jeunes grévistes désespérés et au bout du rouleau de sortir dignement des chantiers. Il parle avec émotion de cet événement qui l'a mis en contact avec la jeune génération de travailleurs, dont certains sont en larmes, et l'a profondément marqué. Un an plus tard, en avril dernier, il se rebelle contre la direction de Solidarité, en particulier contre Lech Walesa et Bronislaw Gerasim, qu'il accuse de sélectionner les candidats aux élections de juin de façon non démocratique. Il refuse donc de se présenter au Sénat ou à la Diète et se prépare à une traversée de désert qui finalement aura été de courte durée. Cette attitude lui a en tout cas gagné le respect de nombreux militants de base de Solidarité.

D'une grande courtoisie et d'un naturel pudique — comme le maréchal Pilsudski (1), font remarquer les vieux Polonais, — il ne recherche pas la publicité, évite les déclarations retentissantes et les réceptions diplomatiques, ce qui explique qu'il ne soit pas aussi connu en Occident que le professeur Gerasim, mieux rompu que lui au maniement des médias. Sa simplicité, son humour posé, sa sincérité lorsqu'il s'efforce d'expliquer les innombrables méandres de la politique polonaise, en font pourtant un interlocuteur passionnant et attachant.

Si sa longue expérience n'a pas placé Tadeusz Mazowiecki à l'abri du doute, comme en témoigne un éditorial publié le 14 juillet dernier dans l'hebdomadaire de Solidarité, en réponse à la proposition d'Adam Michnik de nommer un premier ministre de Solidarité à la tête d'un gouvernement de coalition, Tadeusz Mazowiecki y met les plus grandes réserves, présente les risques qu'encourrait Solidarité dans une telle aventure, alors qu'un programme pour sortir de la crise économique n'a pas encore été élaboré. C'est « une idée risquée », écrit-il. Un mois plus tard pourtant, Tadeusz Mazowiecki accepte de relever le défi.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Maréchal et homme d'Etat qui joua un rôle déterminant, au lendemain de la première guerre mondiale, dans la restauration de l'Etat polonais.

Plus de deux mois de crise politique

— 4 et 18 juin : les élections législatives « semi-démocratiques », fruit de la « table ronde » pour l'opposition, se soldent par une défaite du Parti communiste (POUP), qui surprend même Solidarité par son ampleur. Grâce aux accords de la « table ronde », le POUP conserve le plus grand nombre de députés à la Diète, mais doit, pour avoir la majorité absolue, compter avec les élus de deux petits partis, alliés jusque-là dociles, le Parti paysan (ZSL) et le Parti démocrate (SD).

Entre les deux tours, M. Walesa écarte l'idée d'une participation de Solidarité au gouvernement.

— 20 juin : l'un des responsables du ZSL, M. Kozakiewicz, avoue que son parti rompra probablement l'alliance avec le POUP sur des questions précises, comme l'agriculture.

— 30 juin : après avoir consulté le ZSL et le SD sur ses chances d'élection par une majorité de parlementaires, le général Jaruzelski annonce qu'il renonce à se présenter à la présidence de la République et propose à sa place le général Kiszczak.

— 18 juillet : le général Jaruzelski change d'avis et déclare qu'il sera candidat. Le lendemain, le Parlement élit président de la République à une seule voix de majorité.

— 26 juillet : le chef de l'Etat confie au responsable de Solidarité rurale que les voisins socialistes de la Pologne ne toléreraient pas qu'il laisse Solidarité former un gouvernement.

— 29 juillet : M. Mieczyslaw Rakowski, premier ministre démissionnaire, succède au général Jaruzelski au poste de premier secrétaire du POUP. Le comité central du POUP remanie les instances dirigeantes du parti en éliminant plusieurs personnalités réformatrices et en nommant des conservateurs.

— 1^{er} août : la libération des prix agricoles, dernière décision du gouvernement Rakowski, entre en vigueur, entraînant des hausses vertigineuses des prix de détail et des mouvements de grèves.

— 2 août : le général Kiszczak est nommé premier ministre. Il propose à Solidarité d'entrer au gouvernement et essuie un refus.

— 7 août : M. Lech Walesa appelle le ZSL et le SD à former un gouvernement avec Solidarité. Les tentatives du général Kiszczak, dit-il, ne font qu'« aggraver la crise de confiance et confirmer les craintes de la société que rien n'a changé ».

— 8 août : le SD et le ZSL réagissent très prudemment et demandent un peu plus de temps pour examiner la proposition de M. Lech Walesa. Le ZSL souligne sa préfé-

rence pour une « large coalition », qui inclurait Solidarité et des communistes.

— 9 août : le POUP accuse Solidarité et Lech Walesa de chercher à déstabiliser le pays en provoquant une crise gouvernementale. Le ZSL est de plus en plus divisé sur l'alliance avec le POUP ou avec Solidarité. Des grèves se poursuivent en plusieurs endroits.

— 10 août : le chef du groupe parlementaire du ZSL, M. Bentkowski, rencontre le général Kiszczak et l'informe des exigences de son parti dans un éventuel gouvernement avec le POUP (cinq ministères au lieu de quatre). Parallèlement, il entame des pourparlers avec Solidarité.

— 13 août : M. Lech Walesa se rend de Gdansk à Varsovie pour y rencontrer le général Kiszczak, ainsi que les chefs du ZSL et du SD. Il repart le lendemain sans les avoir vus, mais déclare que « Solidarité veut former un gouvernement sans communistes ».

— 14 août : M. Kiszczak annonce son intention de démissionner et propose que le chef de l'Etat choisisse le président du ZSL, M. Roman Malinowski, personnalité très proche du POUP, pour former un gouvernement.

Moscou multiplie les mises en garde contre les risques de déstabilisation.

— 15 août : revenant sur ses déclarations de l'avant-veille, M. Lech Walesa se dit prêt à accepter que des postes-clés soient laissés aux communistes dans un gouvernement « de responsabilité nationale » qu'il veut bien diriger « si la société le veut ». Le général Jaruzelski invite les chefs des différents partis à se réunir pour sortir de l'impasse.

— 16 août : le ZSL et le SD se prononcent en faveur d'un gouvernement de coalition avec Solidarité. Le groupe parlementaire de Solidarité décide de confier la formation du gouvernement à M. Lech Walesa. Celui-ci déclare qu'il ne sera pas candidat au poste de premier ministre, mais qu'il souhaite aider à former le gouvernement.

— 17 août : le général Jaruzelski reçoit M. Lech Walesa et les dirigeants des Partis paysan et démocrate. Il accepte le principe d'un gouvernement de coalition selon la proposition de Solidarité. Pour le poste de premier ministre, M. Lech Walesa propose les noms de trois de ses proches collaborateurs : Jacek Kuron, Bronislaw Gerasim et Tadeusz Mazowiecki. Celui-ci se rend au palais présidentiel.

— 18 août : réunion du comité central du POUP à Varsovie. Le général Jaruzelski désigne le nouveau premier ministre.

Un PC profondément divisé

(Suite de la première page.)

« Je suis prêt », a-t-il ajouté, avant de poursuivre par des propos très conciliants sur la part qui serait réservée au POUP dans son gouvernement. « Je ne fais que commencer les pourparlers, mais nous n'avons pas l'intention de rejeter le POUP dans l'opposition, dans la mesure où notre objectif s'est de collaborer. » M. Mazowiecki n'a d'ailleurs pas exclu que les communistes disposent de plus de deux portefeuilles (défense et intérieur) dans ce gouvernement.

Ces quelques phrases étaient évidemment destinées à la consommation immédiate des membres du comité central du POUP, qui s'apprêtaient samedi à passer la journée en réunion plénière à huis clos. Selon toute vraisemblance, le président Jaruzelski a souhaité attendre la fin de ce plénum pour annoncer le choix du premier ministre, afin de ménager des susceptibilités déjà mises à rude épreuve depuis trois mois. Mais à moins d'une rébellion incontrôlable, on ne voit pas, samedi matin à Varsovie, que le plénum ait renversé la situation dans la mesure où le premier ministre, comme il en existe encore, était lui-même venu s'entretenir avec M. Mazowiecki dans l'après-midi.

« Un gouvernement dirigé par Solidarité ne pose pas de problème au groupe parlementaire du POUP », notait, à l'assurance d'un député communiste réformateur, « C'est l'aboutissement logique du résultat des élections. Espérons simplement que l'ancien

rédacteur en chef de Tygodnik Solidarnosc sera meilleur que l'ancien rédacteur en chef de Polityka », a-t-il ironisé en faisant référence aux fonctions respectives de M. Mazowiecki et du dernier premier ministre en exercice, M. Rakowski.

Ce jugement donne une idée de l'atmosphère qui prévaut actuellement au Parti communiste au bord de l'effondrement et au sein duquel le groupe parlementaire a pris la tête d'une fronde contre le comité central, qu'il rend coupable de la débâcle électorale. Les secrétaires de cellule supplient maintenant la direction de convoquer un congrès anticipé qu'il considérerait comme « la seule chance de survie du parti ». Un jeune député fraîchement élu au secrétariat du comité central, M. Krol, parle de « sida politique » pour qualifier le mal qui a frappé le POUP. Le bureau politique s'est réuni vendredi pour préparer ce plénum, devant lequel il y a fort à parier que la tâche sera rude.

M. Mazowiecki et toute l'équipe de Solidarité, qui n'avaient pas eux-mêmes prévu une telle accélération des événements cet été, ne sont que trop conscients de ce qui les attend. Mais M. Mazowiecki veut être confiant : « Plusieurs occasions historiques ont montré que les Polonais sont capables de trouver des solutions originales et novatrices. J'ai l'espoir que ce réflexe psychologique se produira précisément maintenant. »

S. K.

POINT DE VUE

par Jean Marczewski, professeur honoraire à l'université Paris I

L'ECONOMIE polonaise produit trop peu de biens et services vendus à la population du pays ou exportés. En revanche, elle produit beaucoup trop de biens et services non marchands, tels que les investissements productifs, les services de l'armée et de la milice et ceux de très nombreux fonctionnaires de l'Etat et du parti dont la plupart ne contribuent nullement, même indirectement, à la production marchande et dont une forte proportion entre même cette production par leurs interventions inopportunes rendant impossible le fonctionnement normal du marché.

Vu l'insuffisance des impôts directs sur le revenu, cette énorme production de biens et services invendables est financée essentiellement par l'impôt sur le chiffre d'affaires perçu sur les biens de consommation vendus à la population et par une émission monétaire qui n'est assujettie à aucun contrôle social et dépense largement la valeur de la production marchande. Contrai-

nement à ce qui se passe dans les économies de marché, l'écart inflationniste qui en résulte n'est pas résorbé immédiatement par les hausses des prix fixés par l'Etat, mais s'accumule sous la forme d'engagements involontaires de la population qui alimentent le marché noir de produits de consommation et de devises étrangères. Les circuits officiels de ravitaillement sont littéralement vidés des produits les plus demandés. La part du marché libre et du marché noir dans le panier de la ménagère s'accroît. Le coût effectif de la vie augmente rapidement, en provoquant des revendications salariales et sociales de plus en plus violentes. La satisfaction, ne serait-ce que très partielle, de ces revendications alourdit les coûts de production et oblige l'Etat à accroître ses subventions aux productions déficitaires et à majorer les traitements et les pensions de ses fonctionnaires. Le déficit budgétaire et l'émission de monnaie non couverte par la production marchande croissent.

Pour mettre fin à ce cercle vicieux, le gouvernement procède, à des intervalles, qui, depuis 1970, tendent à se raccourcir, à des hausses générales des prix officiels. Celles-ci atteignent souvent et même dépassent 100 %. Les compensations de revenu offertes à certaines catégories

sociales ne sont que partielles. Dans l'ensemble, la population s'appauvrit. Le contraste entre les privilégiés (militaires, miliciens, hauts fonctionnaires de l'Etat et du parti, professeurs du marché noir, bénéficiaires de revenus provenant de l'étranger) et le reste du peuple s'accroît.

Une erreur impardonnable

Il est évident qu'aucune aide étrangère — fût-elle de 10 milliards de dollars comme en rêve M. Lech Walesa — ne peut mettre fin définitivement à cette évolution néfaste, si elle n'est pas accompagnée d'une réduction massive de la production non marchande et d'une croissance rapide de la production des biens et services de consommation le plus demandés par la population ou exportables. Cela suppose, d'une part, la mise à la retraite anticipée — mais sans aucun des privilèges extraordinaires actuellement accordés à certaines catégories de retraités — d'environ 2 millions de personnes actives qui ne contribuent pas, même directement, à la production marchande. Cela nécessite, d'autre part, l'abolition de toutes les

entraves juridiques et administratives à l'exercice libre des fonctions productives dans l'agriculture, l'industrie et les services par les individus et les sociétés privées, la libération de tous les prix et rémunérations, la transformation des entreprises d'Etat en sociétés par actions mixtes et indépendantes de l'administration.

Les deux actions, celle de la réduction de la production non marchande et celle de développement de la production marchande, doivent être menées simultanément. De ce point de vue, la libération récente des prix alimentaires est une erreur impardonnable, puisque rien n'a été fait jusqu'à ce jour pour freiner l'émission de monnaie « vide » qui finance la production non marchande. Il est évident que, dans ces conditions, la libération des prix s'exprime et s'exprime déjà, par une hausse violente avec tous les effets cumulatifs décrits ci-dessus.

Mais politiquement, il est beaucoup plus facile de libérer les prix, ce qui ne pose qu'un problème de doctrine — et la doctrine ne compte plus dans les pays communistes — que de mettre fin aux fonctions rémunérées des membres de la nomenclature grande et petite.

لکڑا می لکڑا

Europe

Le 21^e anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie

« Ils sont allés tuer la vérité »

A l'occasion de l'anniversaire de l'intervention armée des forces du pacte de Varsovie à Prague, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, M. Lubomir Felek, écrivain slovaque, nous a fait parvenir le texte d'une intervention qu'il a présentée, le 16 mai 1989, à Badmerice (Slovaquie), lors d'un séminaire organisé par la revue *Slovenske Pohlady*. Artiste éminent, M. Felek n'a rien d'un dissident dans son pays puisqu'il est membre du présidium de l'Union des écrivains tchécoslovaques. Il a joint à son texte, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, un poème rédigé au lendemain de l'invasion par le poète slovaque Evgeni Evtouchenko, dans les circonstances qu'il relate.

« Il y a une vérité dont l'état d'abandon menace l'édifice de notre littérature depuis vingt ans : le 21 août 1968. »

« Non que nous n'ayons pas réagi sur le moment, lorsque l'événement nous a frappés. Des millions de gens expriment alors ce qu'ils ressentent, au moins par leurs signatures — et qui était poète a écrit un poème. (...) »

« Vient ensuite vingt longues années au cours desquelles ce thème est devenu un tabou du commun du béton. Pas un seul mot dans la presse qui aurait contredit la version officielle alléguant l'intervention de la contre-révolution internationale. A telle enseigne qu'on n'osait même plus écrire le mot « dubeck » avec un petit « d ». (...) »

Un poème d'Evtouchenko

« Les tanks roulent sur Prague »

Voici, légèrement abrégé, le poème écrit par Evgeni Evtouchenko, le 23 août 1968 :
Les tanks roulent sur Prague dans le sang crépusculaire de l'aube.
Les tanks roulent sur la vérité, qui n'est pas le journal.
Les tanks roulent sur la tentation de ne pas vivre sous la coupe des lampons.
Les tanks roulent sur les soldats, assis à l'intérieur de ces tanks.
Mon Dieu, comme c'est ignoble ! Dieu, quelle décadence !
Les tanks — sur Jean Hus, Pouchkine et Petfi.
Qui comprennent les motifs de ce fouet motorisé ? [...] Comment dois-je vivre, comme avant, si, comme des robots, les tanks roulent sur l'espoir. Et ce sont les tanks de ma patrie. Avant de mourir, quel qu'on en dise — ce m'est égal — je m'adresse à mes descendants avec une seule prière : que l'on écrive simplement sans que l'on tombe la vérité !
« Ecrivain russe. Ecrit par des tanks russes à Prague. »

« Le 21 août 1968 a été un traumatisme pour nous, certes, mais aussi pour la société et la littérature d'Union soviétique. C'est là aussi un thème tabou, une vertèbre abandonnée, et les écrivains soviétiques prennent eux-mêmes conscience du fait que parler de ce thème est une condition de leur propre santé littéraire. (...) »

« Déjà Vladimir Vysotski avait écrit : J'ai bien serré le poing devant ces abrutis. »

« Je ne m'en suis pas distingué ne serait-ce qu'un peu Budapest pour-tant aurait dû me faire souffrir. Et Prague faire éclater mon cœur. »

« On savait qu'Evtouchenko avait envoyé un télégramme de protestation en août 1968. La première semaine d'avril de cette année, Evtouchenko est revenu en Tchécoslovaquie. Et nous étions curieux de savoir ce qu'il ajoute aujourd'hui à son télégramme. »

« Naturellement, même s'il vient d'un endroit où les moteurs de la glasnost tournent plus vite que chez nous, il serait indigne d'attendre de lui qu'il dise à notre place ce que nous avons le devoir de dire nous-mêmes. Indigne et incorrect. La presse soviétique implique, entre autres, la notion que la révolution ne s'exporte pas. »

« Pourtant, les paroles qu'Evtouchenko considérait comme indispensables, il n'a pas oublié de les dire à Prague. »

« Dans une discussion avec le public, par exemple, il a affirmé que, en plus de son télégramme, il avait aussi écrit un poème *Les Tanks roulent dans Prague*, qu'il considère comme l'un de ses « enfants chéris ». Après la soirée, en petit comité, il n'a pas hésité à évoquer

les circonstances qui ont donné naissance à ce poème : « Début août, racontait-il, j'étais chez Chostakovitch, et voici à peu près les propos que nous avons tenus : »

« — Dimitri Dimitrievitch, pourquoi, vous qui êtes un compositeur si génial, composez-vous toutes sortes d'œuvres de célébration, d'odes, etc. ? »

« — Ils m'ont brisé. Les mots ne sont pas importants. C'est la musique qui compte, et en musique je ne mens pas. »

« — Pourtant vous donnez à la jeunesse un exemple d'immoralité. Si un génie comme vous fait cela. »

« — Je répète que je suis brisé. Regardez cette lettre de l'intelligence soviétique dans laquelle il y a une condamnation brutale de ce qu'a fait l'intelligence tchécoslovaque. »

« — Le 23 août, pourrions-nous Evtouchenko, j'ai écrit le poème *Les Tanks roulent dans Prague*. Il n'a jamais paru chez nous, je l'ai réécrit à la fois à des amis, lors de diverses manifestations, de concerts. »

« Lorsque j'ai traduit ce poème en Slovaque, je ne pouvais pas ne pas penser à mon propre poème *Les Heures des frères miséricordieux*, que la revue *Slovenske Pohlady* a réussi à encore publier en décembre 1968. J'ai écrit ce poème au moment même où Evtouchenko écrivait le sien, et il commence par une pensée très proche de la sienne :
Ils sont allés tuer la vérité, c'était l'air qu'on respire
Mais c'est le sang des enfants qu'ils ont fait jaillir.
« Les pensées des poètes se ressemblent, même à des milliers de kilomètres. »

(1) « Petit chène » en tchèque.

SUISSE

Un avion plus confortable pour les ministres ?

BERNE
de notre correspondant

La Suisse a beau être l'un des pays les plus riches de la planète, les ministres des dépenses, du moins les plus voyantes, sont passées au peigne fin. Ainsi, il aura fallu plusieurs années de tergiversations pour que le gouvernement helvétique se résolve enfin à se doter d'un avion plus confortable et plus rapide pour ses déplacements. Son choix, annoncé au lendemain de sa réunion hebdomadaire du 16 août, s'est porté sur le triporteur Falcon DA-900 de la firme française Dassault.

La décision gouvernementale n'est cependant pas encore définitive. Dans un premier temps, l'appareil sera loué auprès d'une entreprise suisse de transports aériens, et ce n'est qu'après une période d'essai de trois ans que le Conseil fédéral se prononcera sur un éventuel achat du Falcon.

Jusqu'ici, le gouvernement suisse s'était contenté d'un bimoteur à hélices, le Beechcraft Super King Air, dont la presse n'a cessé de décrire les inconvé-

nients. Son faible rayon d'action mettait Lisbonne et Oslo hors de sa portée. De plus, les ministres ne pouvaient même pas se tenir debout et devaient en sortir à reculons. Par rapport à ce « vieux coucou », comme l'ont appelé certains journaux, le Falcon permet de rallier toutes les destinations européennes en quelques heures et sans escale avec douze et quatorze passagers à bord et une vitesse de croisière de 840 kilomètres à l'heure.

Cet avion permettra aux ministres de se déplacer plus facilement, surtout en Europe, tout en manquant le moins possible les réunions du cabinet à Berne, a fait valoir le porte-parole du Conseil fédéral.

La location de l'appareil coûtera environ 3 millions de francs suisses par an, alors que son acquisition immédiate aurait entraîné une dépense de l'ordre de 40 millions. Le débat n'est pas clos pour autant puisque le Parlement, qui tient les cordons de la bourse, aura finalement le dernier mot de l'examen du budget.

JEAN-CLAUDE BURER.

Prague dénonce la résolution de la Diète polonaise

Prague. — Les deux Chambres du Parlement ont dénoncé, vendredi 18 août, comme une « brutale ingérence dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie » la résolution adoptée la veille par la Diète polonaise condamnant l'intervention à Prague au mois d'août 1968 des forces du pacte de Varsovie (le *Monde* du 19 août). Cette résolution, estimant les parlementaires tchécoslovaques, exprime « une opinion incompétente sur les événements survenus en Tchécoslovaquie en 1968 ».

L'hebdomadaire *Tribuna* a, d'autre part, accusé des militants venus de Pologne et de Hongrie (où le PC a également condamné l'invasion de 1968) de participer « activement » à des projets d'agitation à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie. Il estime que les récents voyages effectués par Adam Michalik, l'un des théoriciens de Solidarité, à Moscou et à Budapest, font partie de cette « stratégie coordonnée ».

A l'occasion de ce même anniversaire, le gouvernement a mis en garde les touristes et les journalistes étrangers contre les dangers que les menaces en cas d'incidents. « Nous avons recommandé aux ambassadeurs de dire à leurs ressortissants de ne participer à aucune manifestation illégale », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères, soulignant que les autorités ne pouvaient en particulier garantir la sécurité des journalistes couvrant les manifestations. — (UPI, AP.)

HONGRIE

Grève d'avertissement

Budapest. — Environ la moitié des salariés ont suivi vendredi 18 août un appel du Conseil central des syndicats hongrois (SZOT) pour une grève générale d'avertissement ne dépassant pas trente minutes, a annoncé le comité central de grève de SZOT, cité par l'agence hongroise.

Le mouvement a été déclenché dans toute la Hongrie pour protester contre des augmentations de 6 % du prix des produits à base de viande, qui doivent intervenir lundi prochain et en septembre.

Selon un porte-parole du gouvernement hongrois, la hausse de 6 % se traduit par une augmentation de 0,1 point de l'indice annuel des prix à la consommation. Le gouvernement a tenu compte de cette hausse de prix établie dans ses prévisions sur l'indice des prix à la consommation, 2-4-11 ajouté.

En décembre dernier, le gouvernement hongrois avait prévu pour 1989 une inflation entre 12 % et 15 %. En réalité, le taux d'inflation avait déjà atteint 15 % fin juin, selon MTL — (AFP.)

● Incident à la frontière entre les deux Allemagnes. — La RDA a fait état, vendredi, d'une « grave provocation » qui s'est déroulée dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 août, à partir du territoire de la RFA, contre le village frontalier est-allemand de Wahlhausen, dans le district d'Erfurt (sud-ouest de la RDA). Selon l'agence officielle est-allemande ADN, deux hommes ont tiré environ cinquante balles en direction d'installations frontalières, contre des immeubles et contre l'église de ce village, près de la frontière inter-allemande, « menaçant sérieusement la vie et la santé des habitants du village et des gardes-frontières ». — (AFP.)

● URSS : constitution de l'Union démocratique-chrétienne de Russie. — L'Union démocratique-chrétienne de Russie, un « nouveau parti politique d'inspiration chrétienne », a été créée, lundi 7 août, à Moscou, a annoncé M. Alexandre Ogorodnikov, membre de son conseil de coordination. D'autres groupes ou partis démocratiques-chrétiens existent déjà au Caucase, en Biélorussie et dans les républiques baltes. Seize personnes, dont quatre prêtres de l'Eglise orthodoxe russe, ont été nommés au nouveau conseil de coordination. A l'issue de la conférence constitutive, le 8 août, des militants ont fait irruption à la rédaction du *Bulletin de la communauté chrétienne* et interpellé un de ses rédacteurs, Igor Kalintchev, qui a été retenu deux heures.

Amériques

Imposante manifestation à Lima

Une vague de grèves paralyse le Pérou

Une manifestation imposante, mais pacifique, de grévistes — ouvriers, mineurs, employés du secteur public — a parcouru, vendredi 18 août, le centre de la capitale, jusqu'au Parlement, où un cahier de revendications a été déposé.

LIMA
de notre correspondante

Une vague de grèves paralyse le pays : huit mille médecins du secteur public ont débrayé il y a quatre-vingts jours, abandonnant même le service des urgences. Cent mille mineurs, deux cent mille ouvriers de la construction et quarante mille employés bancaires leur ont emboîté le pas. Et, dans les prochains jours, les secteurs du textile, du pétrole, de l'administration, de l'enseignement, de l'agriculture, seront touchés à leur tour. L'hyperinflation de près de 6000 % frappe toutes les catégories.

La grève générale et indéfinie des mineurs préoccupe tout spécialement le gouvernement. Elle représente, chaque jour, un manque à gagner de 5 millions de dollars. En 1988, les grèves de juillet-août et d'octobre-décembre ont déjà entraîné un manque à gagner de 500 millions de dollars, faisant chuter de 27 % la production de cuivre et de plomb, de 25 % celle d'argent et de 21 % celle de zinc, par rapport à l'année précédente. C'est un coût très élevé pour un pays minier qui obtient plus de la moitié de ses devises grâce à ce secteur. Il se sera d'autant plus cette année si la grève se prolonge, parce que la plupart des prix des minerais sont en hausse.

Les revendications des mineurs, sidérurgistes et métallurgistes sont les mêmes que l'année dernière : il s'agit d'imposer aux chefs d'entreprise — secteurs public et privé — une négociation collective et nationale du cahier de revendications présenté par la fédération, qui exige, entre autres, une augmentation des salaires jusqu'à couvrir le coût du panier de la ménagère (quatre fois plus élevé), ainsi que de meilleures conditions de travail et de vie.

Comme l'a reconnu le président de la Chambre des députés, M. Fernando Leon de Vivero, qui a reçu une délégation des mineurs, ceux-ci vivent comme dans une « porcherie ».

La fédération rappelle que cent mineurs meurent chaque année à cause d'un accident de travail, qu'un mineur sur quatre est atteint de silicose, le mal des mines qui ronge les poumons, et que leur espérance de vie est de quarante ans seulement.

ÉTATS-UNIS

« A vos livres, fixe »

WASHINGTON
correspondance

La lecture n'a jamais fait de mal à personne. Pourquoi les militaires ne s'y mettraient-ils pas ? C'est ce que s'est demandé le général commandant le corps d'élite des marines, en recommandant à ses hommes la lecture d'une liste d'ouvrages. « Un marin combat mieux quand il a l'esprit éveillé », a déclaré l'officier, qui assure avoir lu les trois mille livres de sa bibliothèque personnelle.

Mais il n'y aura pas de « corvée de lecture », s'ajoutant à celle de l'histoire ou d'épluchure des patates : les marines sont simplement invités à lire pendant l'année un certain nombre de livres selon leurs grades : de deux à quatre pour les recrues et les sous-officiers ; de trois à six pour les officiers. Apparemment, un sergent ne lira pas les mêmes livres que son capitaine, ni un commandant ceux recommandés à un général. Aucune punition cependant n'est prévue pour ceux qui enfreindraient cette recommandation. Préserver la hiérarchie et ne pas trop

perturber, ou trop vite, l'esprit des soldats : telle a été la préoccupation essentielle.

En fait, l'entraînement très dur des marines n'exclut pas la formation de l'esprit. Il existe peu de marines comme celui de l'histoire bien connue, et naturellement apocryphe, répondant à quelqu'un qui lui offrait un livre : « Merci, j'en ai déjà un. »

Evidemment, les cent quatre-vingt-douze livres sélectionnés sont plutôt des romans dont les héros sont des militaires, ou bien des ouvrages d'érudition sur l'art de la guerre à travers les âges ; on trouve également des livres sur les techniques de la guérilla. Peu de ces textes glorifient la guerre. On trouve, d'ailleurs, quelques réflexions de l'ennemi et, bien entendu, sur l'échec du Vietnam, à commencer par l'ouvrage du général Giap, *Comment nous avons gagné la guerre*.

Ainsi les guerriers partant à l'assaut n'auront-ils plus seulement des romans dans leur giberne la Bible, quelques « comics » ou des livres de poche de médiocre qualité, mais aussi Thucydide et Clausewitz...

HENRI PIERRE.

Le boom du prix des minerais (lire page 15 notre rubrique « Matières premières ») aurait pu permettre un regain de prospérité pour le pays, car la valeur des exportations minières, en 1989, devrait être supérieure à 2 milliards de dollars. Ce record ne sera possible que si les conflits sociaux et les attaques terroristes ne se conjuguent pas pour saper la production pour la deuxième année consécutive.

NICOLE BONNET.

Diplomatie

Londres et Buenos-Aires vont reprendre le dialogue

La Grande-Bretagne et l'Argentine ont annoncé vendredi 18 août, dans un communiqué conjoint, que des négociations directes se tiendront les 17 et 18 octobre prochain à Madrid, indique l'Agence France-Presse. C'est là le résultat de la rencontre qui s'est tenue à New-York, ces trois derniers jours, entre les représentants des deux pays. L'objectif final du dialogue résumé est la normalisation des relations diplomatiques et commerciales entre deux pays qui s'étaient livrés, en 1982, à propos des îles Malouines (Falkland), une guerre de dix semaines qui avait fait un millier de morts.

Les entretiens bilatéraux qui se sont déroulés à New-York sont les premiers à ce niveau entre les deux États, depuis la précédente tentative de rapprochement organisée à Berne, en 1984, qui avait échoué sur la question de la souveraineté de l'archipel. D'ores et déjà, le dialogue va être facilité entre les deux chancelleries : les diplomates auront un accès direct

au ministère des affaires étrangères de leur pays d'accréditation et pourront se servir des canaux diplomatiques directs (valise ou télex). Les deux parties sont également convenues que les problèmes relatifs à la pêche seraient envisagés lors des prochaines discussions (les Argentins reprochent aux Britanniques la concession abusive de droits d'exploitation dans l'Atlantique sud).

Les forces politiques d'opposition des deux pays ont diverse-

ment salué ce processus de rapprochement lancé par le nouveau président argentin, Carlos Menem. En Grande-Bretagne, les travaillistes ont qualifié l'événement d'« historique ». En Argentine, en revanche, un responsable du Parti radical de l'ex-président Alfonsín a estimé qu'il s'agissait d'une « acceptation plate et sans détours de la stratégie du Royaume-Uni », nous indique notre correspondante à Buenos Aires.

M. Christian Prettre ambassadeur à Oslo

M. Christian Prettre a été nommé ambassadeur à Oslo en remplacement de M. Philippe Peltier, a annoncé, vendredi 18 août, le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1938, agrégé d'histoire et ancien élève de l'ENA, M. Prettre a commencé sa carrière dans l'enseignement. Il a rejoint le Quai d'Orsay en 1967. Il a été notamment un poste à Londres (1970-1973), détaché au secrétariat pour les questions de coopération

européenne (1973-1975), au service information et presse du ministère des affaires étrangères (1975-1978), détaché au secrétariat des anciens combattants (1978-1982). Après une année à l'Institut des hautes études de défense nationale, il est revenu à l'administration centrale au service des Français à l'étranger (1982-1983). Depuis 1983, il était directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques.]

Politique

Le voyage du premier ministre dans le Pacifique M. Rocard face au nouveau défi calédonien

Après son voyage officiel, en Australie, M. Michel Rocard devait arriver samedi 19 août à Nouméa pour une visite de trois jours.

A l'issue du premier voyage officiel d'un chef de gouvernement français à Sydney, M. Rocard s'est félicité que les deux pays entretiennent désormais un « dialogue sérieux » et se prolon-

gera par une concertation régulière entre les ministres des affaires étrangères.

Le dossier néocalédonien a constitué l'un des points forts de l'entente entre les deux pays. En revanche la poursuite des essais nucléaires dans le Pacifique constitue toujours une pomme de discorde, même si le gouvernement de Canberra

a mis une sourdine à ses critiques. Interpellé sur ce sujet par des journalistes australiens, ainsi que sur les suites de l'affaire Greenpeace, M. Rocard a souligné les liens personnels d'amitié qu'il entretient avec les dirigeants néo-zélandais et s'est employé à manifester sa compréhension à l'égard des difficultés que connaît la Nouvelle-Zélande, notamment en ce qui concerne les

exportations de ce pays sur le marché européen, à l'indiqué que la France se pliera à l'arbitrage international attendu sur le contentieux concernant le rapatriement en France des faux époux Turange.

A Nouméa, la visite du chef de gouvernement a lieu quatre mois après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yvonne Yéwé.

(Suite de la première page.)

L'on s'efforce de gérer selon les règles conventionnelles là où il faut innover hors des normes en bousculant au besoin les conventions. Il en résulte un énorme décalage entre le bilan incontestablement positif du travail déjà accompli pour préparer l'avenir et l'impression d'immobilisme qui prévaut au sein de la communauté canaque, la plus directement concernée par les ambitions officielles.

« Jeu dangereux »

S'il retournerait à Canala, qui lui réserve l'accueil exceptionnel, M. Rocard entendrait les plus modérés des dirigeants de l'Union calédonienne lui tenir des propos révélateurs de ce déphasage, récemment souligné par l'AFP : « On nous a demandé de nous mettre au travail, de donner l'exemple, et nous l'avons fait. En contrepartie, on nous a promis des aides pour assurer notre développement économique. Or, la France n'a pas tenu parole. C'est tout juste si l'on nous a fait cadeau de deux mille cinq cents plants de café [...]. Le gouvernement fait croire aux Français qu'il aide les Mélanésiens, mais c'est faux. On nous avait promis de nous donner des infrastructures à nous avions un projet viable ; c'est aujourd'hui le cas, mais on nous dit

maintenant qu'il faut 100 000 francs pour les acquérir. Le gouvernement se livre à un jeu dangereux. Son attitude suscite à nouveau un réflexe de colère parmi les jeunes Canaques. Or, c'est eux qu'il faut convaincre... »

De même, le président de la province Nord, M. Léopold Jorédié, maire de Canala, se plaignait auprès de M. Le Penec, en juillet, de la force d'inertie déployée par certains fonctionnaires locaux placés, en principe, au service des nouvelles provinces mais peu pressés de jouer le jeu du développement des zones de brousse : « Il y a des chefs de service qui arrivent difficilement à lâcher les pouvoirs qu'ils avaient jusqu'à présent, relevait-il. Nous avons demandé que certaines personnes soient affectées dans les provinces et qu'elles soient chargées d'organiser les services avec lesquels nous allons travailler. Or, ce n'est pas ce qui se passe. Ce sont les chefs de service qui continuent de vouloir décider qui sera affecté ici ou là. Nous craignons de devoir gérer pendant six ans des conflits de personnes et que cela nous empêche de travailler... »

Quant au meilleur partage des emplois disponibles, il demeure un vœu pieux, en dépit de diverses initiatives fort méritoires. Sur les trente postes d'enseignants à pourvoir pour 1989 sur l'ensemble du territoire, par exemple, il n'y a en

qu'un seul dossier mélanésien retenu. « Si cette inégalité se perpétue dans les dix ans à venir, comment l'Union syndicale des travailleurs kanaks, il n'y aura fondamentalement rien de changé... »

Heureusement, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yvonne Yéwé n'a pas tué les accords de Matignon. Cette tragique disparition les a même fortifiés, si l'on en juge par l'indéniable volonté de les respecter, envers et contre tout, qui anime désormais tous les dirigeants de l'Union calédonienne, et en particulier le nouveau président de la principale formation indépendantiste, M. François Burck. Celui-ci faisait pourtant partie de ceux qui avaient grincé au spectacle de la poignée de main du 26 juin 1988 entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur. M. Lafleur ayant, pour sa part, confirmé lui aussi son changement radical d'attitude en associant M. Burck à la gestion de la province Sud — où les élus du FLNKS sont nettement minoritaires, le plan de paix approuvé lors du référendum national du 6 novembre s'appuyait nullement sur des compromis par les lenteurs, les pesanteurs les blocages et autres.

La signature, avant la fin de l'année, des contrats de développement qui lieront, par convention, chacune des trois provinces à l'Etat — au terme d'une procédure qui réunira les signataires des accords de Matignon en octobre à Paris —

devrait ainsi donner au « bateau » dont parle M. Le Penec l'impulsion, à défaut du « souffle », qui lui a manqué jusqu'ici.

Mais cette métaphore est trompeuse. Il ne suffira pas au gouvernement de veiller au grain pour que ce « bateau » arrive à bon port. Car si les adversaires d'hier se retrouvent embarqués dans la même aventure, c'est avec la ferme intention de ramer dans des directions opposées. C'est l'indépendance que Jean-Marie Tjibaou voulait « construire ».

Grand écart

Ses lieutenants n'ont évidemment pas changé de cap. Pas plus que M. Lafleur et ses partisans n'ont atténué leur opposition à toute forme d'indépendance canaque et socialiste. Les uns rêvent de rendre la perspective de l'indépendance sécurisante, en tout cas assez attrayante pour rallier à leur cause une franche majorité pluri-ethnique ; les autres se disent certains de pouvoir réconcilier la plupart des Canaques avec la République française, au point de prédire la fin de la revendication indépendantiste.

Or, si le gouvernement prétendait s'en tenir à un rôle d'arbitre neutre entre ces deux logiques contradi-

toires, il risquerait d'hypothéquer lui-même l'œuvre de décolonisation dont le devoir lui incombe. Et le contenu de cette entreprise ne peut évidemment pas tenir la balance égale entre les colonisés et les colonisateurs, sauf à perpétuer les déséquilibres inégalitaires qu'il s'agit d'effacer. Autant dire que tout cela relève de la quadrature du cercle. Si le gouvernement veut pouvoir stabiliser le grand écart qui lui est infligé, il lui faudra réaliser des prouesses miraculeuses.

En outre, la question conflictuelle de la composition du corps électoral qui sera appelé à participer au scrutin d'autodétermination prévu en 1998 n'est pas vraiment tranchée, bien que la loi référendaire ait en principe « gelé » l'électorat à la date du 6 novembre 1988. L'état-major du FLNKS, très sourcilieux sur ce chapitre, a demandé qu'il y ait désormais, en Nouvelle-Calédonie, deux listes électorales distinctes, l'une pour les scrutins habituels, l'autre pour le scrutin de 1998 ; il a obtenu la constitution d'une commission spéciale qui fera régulièrement le point sur les autorisations de résidence accordées sur le territoire aux non-Calédoniens.

Tel qu'il résulte des choix courageux et des intentions généreuses des signataires des accords de Matignon, le nouveau défi historique que lance l'avenir de la Nouvelle-Calédonie à la communauté nationale impose donc au premier minis-

tre une tâche surhumaine. Cette gageure équivaut à parler que M. Rocard finira par mobiliser assez de bonnes volontés, en Nouvelle-Calédonie et en métropole, pour parvenir à concrétiser la vision de son ancêtre socialiste Léon Blum, qui s'écriait, en décembre 1946, dans un moment d'euphorie : « Dans notre doctrine républicaine, la possession coloniale n'est ni son but final et ne trouve sa pleine justification que le jour où elle cesse, c'est-à-dire le jour où le peuple colonisé a été rendu pleinement capable de vivre émancipé et de se gouverner lui-même. La récompense du peuple colonisateur est alors d'avoir suscité dans le peuple colonisé des sentiments de gratitude et d'affection qui permettront à l'un et à l'autre de s'unir librement... »

Qui lui souhaiterait d'en administrer la preuve ?

ALAIN ROLLAT.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article consacré au voyage de M. Michel Rocard dans le Pacifique sud, tiré « Après la réconciliation politique, la relance de la coopération économique » (Le Monde du 17 août) : à propos du groupe de Cairns dirigé par l'Australie, il fallait lire « regroupent une quinzaine de pays » (et non « une centaine de pays »).

En marge de la réunion de l'Organisation mondiale des maires

Débat sur l'apartheid

Le président américain de l'Organisation mondiale des maires (OMM), M. Johnny Ford, a été pris à partie, jeudi 17 août, à Paris, par deux militants anti-apartheid qui lui ont reproché la présence d'une délégation sud-africaine lors de la sixième convention mondiale des maires qui, du 16 au 19 août, est organisée pour la première fois dans une capitale européenne. Au cours d'une conférence de presse rendant compte des travaux de l'OMM (1), MM. Solly Smith, représentant du Congrès national africain à Paris, et Abilem Danoa, du Mouvement démocratique de masse, ont regretté que M. Ford « collabore avec l'apartheid en admettant à cette conférence des représentants du régime sud-africain », et notamment le maire de Durban, M. Derrick Watterston, qui a, selon M. Smith, voté en faveur du maintien de l'interdiction de certaines places de sa ville aux Noirs.

M. Ford, maire de Tuskegee (Alabama), a « fermement réaffirmé l'opposition de l'OMM au racisme et au régime de l'apartheid en Afrique du Sud », et il a précisé que « tous les maires sud-africains sont les bienvenus à cette conférence à partir du moment où ils acceptent

la position anti-apartheid de l'Organisation ». Evoquant la lutte des Noirs américains pour la reconnaissance de leurs droits, M. Ford a rappelé à M. Smith que « l'engagement (de ce dernier) en faveur de la justice et son combat contre le racisme ne sont pas plus forts que les siens ou que ceux des autres maires participant à cette conférence ». « Cette convention est d'abord organisée dans le but de renforcer les échanges culturels et commerciaux entre les maires », a également rappelé M. Ford, qui a refusé d'exclure le maire de Durban, comme le lui ont demandé les deux militants, au motif qu'il « n'a pas les moyens de juger l'action municipale de M. Watterston ». Le maire de Tuskegee a, en revanche, souhaité que cette conférence permette à la quinzaine d'élus sud-africains présents de « revenir dans leur pays pour combattre encore plus vigoureusement le régime en vigueur ».

(1) L'Organisation mondiale des maires, qui compte aujourd'hui plus d'un million de membres, a été fondée en 1984 par M. Johnny Ford dans le but de rapprocher les maires noirs américains et africains.

POINT DE VUE

par Jean-Michel Gaillard,
animateur des « transcourants »
du PS.

QUELLE fin de siècle ! La plénitude des hommes est, par tout, en ébullition. Il y a, sous toutes les latitudes, le triste spectacle des armées, les hécatombes de la faim, les martyrs de la liberté, les laissés-pour-compte du progrès, les sinistres cortèges de malheureux individus et collectifs dont l'histoire nous apprend qu'il n'est hélas pas une exception de notre temps et que toujours doit recommencer le combat pour la liberté, l'égalité, la fraternité et la paix. Mais le fait marquant de ces années sandwich, entre un siècle qui se termine et un autre qui se profile, c'est le vigoureux mondial du capitalisme.

Dans les pays occidentaux, la « crise » fort différente en cela de celle de 1929, a permis la reconstruction et la modernisation des appareils industriels, l'essor des concentrations nationales et multinationales, l'explosion de la communication et des services, la montée en puissance des structures financières, la reprise massive des investissements, l'envol de la productivité, la croissance des profits.

Cette a été déroulée dans un contexte idéologique et culturel marqué par le triomphe du libéralisme et de l'individualisme. Partis des Etats-Unis, ce mouvement a vite gagné l'Europe : sus à l'impôt, aux prélèvements obligatoires, aux contraintes du droit du travail et de la protection sociale, à l'Etat-providence, à l'Etat-patron, à l'Etat interventionniste.

Une vigueur de jeune homme

Tel est le refrain qui, d'année en année, a tenu le haut du pavé, les sommets du Top 50 idéologique. L'entreprise, désormais présentée comme le lieu de production de la richesse, est devenue le centre du nouveau monde occidental. Tout doit plier devant elle. Chacun y va de sa pénitence au nom de la déreglementation, de la privatisation, de la flexibilité, sainte Trinité du credo économique. Au terme de ces « années Reagan », le capitalisme s'est refait une santé. Il a retrouvé une vigueur qu'il n'avait pas connue depuis bien longtemps.

Pourtant, dans les pays occidentaux, l'exigence collective est en recul devant la revendication individualiste, les volontés interventionnistes devant les logiques libérales, tandis que les succès stories des plus brillantes réussites des golden boys du capitalisme s'étaient à la une des journaux et des télévisions comme au bon vieux temps du capitalisme sauvage et des self made men. Et voilà que, refermé sur ses bases, ayant régénéré le cœur de son système, il

renverse aussi en sa faveur le rapport des forces dans le reste du monde.

La faillite des communistes lui ouvre à nouveau grand les portes d'espaces qu'il avait échappés. En Europe de l'Est et en Union soviétique, on attend de lui qu'il pourvoie enfin aux besoins les plus élémentaires de la population et à la modernisation industrielle : marchandises, techniques, capitaux sont désormais les bienvenus au sein de ces économies « socialistes » que les dirigeants cherchent à réinsérer massivement dans les logiques du marché. En Chine, la voie choisie, même après Tiananmen, reste d'ouvrir la partie urbaine et orientale du pays au capitalisme multinational tandis que les pays « socialistes » du tiers-monde font aussi appel aux Occidentaux pour sortir des ornières du sous-développement.

Un nouveau tournant

Enfin, l'échec de l'arme économique et des tentatives de pressions collectives comme les difficultés intérieures conduisant successivement l'autre les autres pays en développement à renoncer à toute voie originale pour ne plus chercher que dans le modèle capitaliste la solution à tous leurs maux. A grande vitesse, un marché mondial, à nouveau rythmé par les grands pays développés à économie capitaliste, se reconstruit sous toutes les latitudes et sous tous les régimes, quelle qu'en soit la couleur politique.

Dans ces nouveaux terrains d'aventure, ces « Far West » qui s'ouvrent à lui, le capitalisme s'engouffre avec une vigueur de jeune homme, brandissant haut la bannière du libéralisme, du marché, du profit, fier de voir enfin ses mérites reconnus partout, y compris par ses plus acharnés adversaires d'hier. Tel est le nouveau messianisme de notre temps, le mondialisme de la fin de ce siècle.

Par delà les frontières nationales, culturelles, ethniques, le marxisme prétendait encore hier changer la face du monde en appelant à s'unir les prolétaires de tous les pays et les décolonisés à rejoindre son combat. Aujourd'hui, c'est le libéralisme qui l'emporte et cimente le monde. Entre ces deux courants nés dans l'Europe du dix-neuvième siècle, la lutte engagée depuis lors tourne au profit du second, après bien des décennies incertaines.

Nous voici donc à un nouveau tournant de l'histoire. Mais, dès lors que le capitalisme triomphe de l'économie, c'est que la question de la démocratie est à nouveau à l'ordre du jour puisqu'à l'origine, et dans les pays occidentaux qui en furent le berceau, le développement du capitalisme a été inséparable, malgré bien des tribulations, de la démocratie et des libertés civiles et politiques.

Que nombre de pays aient, ces dernières années, emprunté ce chemin en Amérique latine ou en Asie ne peut que réjouir ceux qui considèrent les droits de l'homme comme une nécessité vitale. Que les idées de 1789, en cette année de bicentenaire, éveillent tant d'espérance dans la jeunesse, aux quatre coins du monde, voilà qui augure bien de l'avenir et tant mieux si la démocratie redevient une idée neuve, au-delà de sa sphère occidentale.

Mais cette embellie serait de courte durée si, émergent des dictatures, les peuples du monde en voie de développement ne trouvaient pas, avec le souffle fragile d'une liberté naissante, de quoi émanciper concrètement et durablement leur vie quotidienne. Or, rien de cela ne sera possible sans l'allègement du fardeau de la dette, l'accroissement de l'aide au développement, sans une approche nouvelle des relations économiques et financières entre le Nord et le Sud.

On a parlé, il y a quelques années, d'un « plan Marshall ». Peu importe le nom que l'on donne à ce « New Deal » mais, si le capitalisme veut désormais, et durablement, rimer avec démocratie après s'être si longtemps accommodé de dictatures politiques dont beaucoup résistent encore à l'éclosion des libertés, il devra utiliser une partie de sa richesse à faciliter l'amélioration des conditions de vie des plus faibles et des plus démunis.

Nous déplorons hier la marée noire des dictatures envahissant le monde. Il ne suffit pas aujourd'hui de se réjouir de son recul. Il faut agir pour conforter la printemps démocratique et ne pas oublier que le discours altruiste ne suffit pas si l'emporte l'égoïsme économique et financier.

Ce qui vaut pour le tiers-monde vaut aussi vis-à-vis des pays de l'Est. Certes, il ne faut pas sombrer dans l'angélisme, céder aux sirènes muniçoises et baisser la garde. L'avenir n'est pas assuré. Mais si la vigilance, si le souci légitime d'un équilibre des forces ne doivent nous empêcher de porter aide et assistance à des économies essouffées et à des peuples privés de l'essentiel. Les hommes d'affaires, là comme ailleurs, peuvent y trouver leur compte car l'investissement et le commerce se révéleront fructueux à terme, si l'on veut bien amorcer la pompe.

Parmi les pays capitalistes développés, ceux qui sont les mieux placés, pour saisir la balle au bond sont les pays européens. Lida au tiers-monde par l'histoire, malgré les tragédies de la décolonisation, si proches de l'Est de notre continent, ils ont été hier les géniteurs du capitalisme et de la démocratie. Ils doivent être demain, leur forces désormais reconstruites, le pignon de la nouvelle donne planétaire. A eux de donner l'exemple, de peser sur les Etats-

Unis et le Japon pour faire évoluer les choses dans le bon sens.

Pour cela, il ne suffit pas que la croissance continue, que les investissements et les profits augmentent. Il faut aussi une volonté politique, un message universaliste, comparable à celui qu'inventèrent en leur temps les hommes des Lumières et donner à l'une et à l'autre une traduction concrète. La faillite du communisme en fournit l'occasion.

Au début du siècle, en effet, ceux qui luttaient contre le capitalisme prônaient les uns la réforme, les autres la révolution. Quand la révolution bolchevique eut triomphé en Russie, certains ont refusé de se convertir à la nouvelle religion, en ont pressenti tous les dangers et ont affirmé leur volonté de rester fidèles à « la vieille maison », tels Léon Blum et le SFO en France. Réformistes et sociaux-démocrates ont été brocardés par les communistes plus d'un demi-siècle durant et bien des intellectuels leur ont emboîté le pas pour dénoncer à la cadavre puant de la social-démocratie. Pourtant, ceux-là avaient raison.

Aujourd'hui, c'est l'Internationale socialiste qui voit ses thèses se vérifier. Il lui revient désormais de profiter de sa victoire pour donner un souffle nouveau au réformisme social-démocrate. Dans le cadre européen, les partis socialistes doivent conjuguer leurs efforts pour élaborer de grandes orientations d'action et proposer une perspective réformatrice à un marché unique jusqu'ici trop marqué par les logiques libérales à l'honneur ces dernières années.

Il s'agit certes de sauvegarder les acquis de l'Etat providence mais aussi de faire prévaloir de nouveaux intérêts collectifs au sein des économies capitalistes en matière de lutte contre le chômage, les exclusions, le racisme, pour améliorer le logement social, les transports, le cadre de vie, l'environnement, etc.

Le libéralisme, encore à la mode, peut décliner demain si la social-démocratie européenne sait élaborer un projet mobilisateur pour l'Europe et pour chacune des nations qui la composent. Alors viendra l'adhésion des peuples et l'on pourra attirer davantage encore une Europe de l'Est déjà fascinée par nos réussites et offrir au tiers-monde ce modèle d'efficacité économique et de solidarité sociale qu'il recherche après les échecs postérieurs à la décolonisation.

Que ce siècle s'achève par la victoire conjuguée du capitalisme et de la social-démocratie ne serait pas le moindre paradoxe alors qu'il s'agit ouvert sur la volonté messianique d'un communisme qui prétendait éliminer à la fois le capitalisme et la social-démocratie de la surface du globe.

Bert McClure et Bruno Régner

Promenades d'architecture à Paris

PARIS reste à découvrir. Avec ces six itinéraires, illustrés et abondamment commentés, ce guide original invite à une promenade savante aux sources de l'architecture moderne. En privilégiant les édifices remarquables construits depuis le milieu du XIX^e siècle, il révèle un patrimoine, grands monuments et maisons particulières, auquel les spécialistes eux-mêmes ne s'intéressent que depuis une dizaine d'années et que les guides courants ignorent généralement.

En vente en librairie

La Découverte / Le Monde

Accueilli par trois cent mille pèlerins

Le pape souligne le « caractère privilégié » de Saint-Jacques-de-Compostelle pour la « jeune Europe »

SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE de notre envoyé spécial

Les pèlerins ont envahi la ville. Par toutes ses portes, ses routes asphaltées, ses sentiers caillouteux et ses collines rabotées. Le « jacquet » (1) du Moyen Âge arrivait à Compostelle en portant sa besace et son bourdon (bâton de marche), couvert de sa cape et de son chapeau de paille. Avec des cannes taillées en croix et des coquilles (2) autour du cou, certains tentent bien aujourd'hui de faire illusion. Mais la pénitence du pèlerin de 1989, c'est d'abord la culotte de peau ou le bermuda, le chapelet et la boîte de coca.

La plaza del Obradoiro est, dit-on à Compostelle, l'une des plus belles d'Europe, délimitée par l'édifice des Rois catholiques — où le pèlerin à pied ou à cheval peut encore se faire offrir le vivre et le couvert — et par la façade de dentelle baroque de la cathédrale où reposent les reliques présumées de Saint-Jacques, apôtre et premier martyr.

Elle est noire d'une foule bigarrée, une sorte de cascade de Pentecôte où les pèlerins se mettent à parler, à chanter, à danser dans toutes les langues. Ils prient et ils rient. Ils promettent d'assaut les églises de la ville. Ils font signer des appels pour la paix au Liban, protestent contre l'exploitation du tiers-monde, écoutent des sermons et des concerts, évaluent sur les murs des slogans provocateurs :

« *Vadere le Mal par le Bien* » ou « *Aime aussi tes ennemis* ». « *Jésus vit* », clement leurs bagdes, mais eux, d'abord, morts de fatigue, la tête roulée sur le sac à dos. A cheval, les carabiniers surveillent ce spectacle d'un air aisé et bon enfant.

Sous les vêtements modestes de la cathédrale, les queues de jeunes pèlerins serpentent entre les piliers. Chacun pose la main sur une colonne représentant l'arbre de Jessé (3), marqué par l'empreinte des doigts au cours des siècles, puis le front sur une statue de Jacques, en le remerciement des

Jean-Paul II est arrivé, en fin de matinée, samedi 19 août, à Saint-Jacques-de-Compostelle, où il a été accueilli par le roi Juan Carlos. Cette troisième visite du pape en Espagne est destinée à marquer le quarantième anniversaire de la Journée mondiale de la Jeunesse qu'il a créée en 1985.

Le chef de l'Eglise catholique était attendu jusqu'à dimanche soir, par trois cent mille jeunes environ, en large majorité européens. Jean-Paul II a souligné « le grand caractère » de Saint-Jacques-de-Compostelle, « où la jeune Europe a trouvé l'un des facteurs les plus puissants de sa cohésion : la foi chrétienne ». « Alors que nous sommes presque au seuil de l'an 2000, en voyant tant de jeunes qui arrivent à la recherche de cet horizon de grâce et de pardon, nous pouvons penser que ce pèlerinage constitue non seulement un hommage au passé mais aussi un acte de confiance dans ses perspectives de vitalité ».

Le pape a également confirmé l'intention de l'Eglise catholique de préparer « une nouvelle christianisation » de l'Europe qui devrait être le thème central de son pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.

grâce reçues pendant le pèlerinage. Puis ils passent sous l'encensoir géant — le fameux « *buta fumero* » — qui, à la fin des grandes célébrations, se balance à la croisée du transept et qu'avec les médailles en fer-blanc, les marchands de souvenirs vendent en miniature dans toutes les rues de Compostelle.

En invitant à Compostelle tous les jeunes de la terre, Jean-Paul II a visé juste. Tous, bien sûr, ne sont pas venus, les plus nombreux étant les Espagnols et les Portugais (200 000) les groupes italiens et français (200 000 chacun). Les autres ont bougé (moins de 1 000 Belges et Hollandais, 4 000 Allemands de l'Ouest). Mais il y a des Mozambicains, des Indiens, des Chinois, une quarantaine de Libanais, quelques volontaires de ce pèlerinage, des Polonais, des Litoniens, quelques Russes, des Allemands de l'Est, des Tchèques, des Hongrois...

Pour son appel, le pape a fait vibrer les valeurs communes aux jeunes : le retour aux sources de la chrétienté, le regain des pèlerinages et des pratiques de dévotion visibles et concrètes, la fraternisation internationale, l'ouverture des frontières en Europe.

Ces traits ainsi que son charisme personnel traversent désormais tous les

courants et les cloisonnements dans l'Eglise catholique. A Compostelle, les grandes communautés charismatiques sont très représentées, mais elles ne font pas la loi. On y trouve des mouvements plus anciens, des scouts d'Europe répétés à l'extrême-droite et la Mission évangélique de la Mission de France résolument à gauche, des catholiques versailles bon chic, bon genre, mais aussi le public des paroisses rurales et des assemblées de lycées.

Le pape appelle l'Europe

Pius que des groupes organisés, ce sont des réseaux lâches qui structurent la jeunesse catholique. Les crises dans l'Eglise ne les intéressent pas. Ils parlent de tout, sauf du schisme intégriste ou de la contestation des théologues. Les jeunes hier étaient très critiques, aujourd'hui, ils sont « positifs ». Ils sont à Compostelle pour écouter, faire, croquer, se rassembler et se rassurer. « Quand on est trois jeunes pelés à l'église le dimanche, c'est déprimant, dit Valérie, de Bourges. Ici, on communique, on chante, on prie ensemble, c'est génial ».

Pour goûter cette ferveur, ils en ont bavé, ils ont avalé des rations militaires

et dormi sur la paille ou à la belle étoile. « On a tout sorti, nos trébuchets », dit un groupe de jeunes officiers de marine, anciens scouts, qui de Saint-Jacques-de-Port à Pamplone (80 km), a marché pendant trois jours.

Des Irlandais tout de vert vêtus arrivent de Santander à vélo. Un jeune Pyrénéen a parcouru 60 kilomètres par jour pour parvenir à temps à Compostelle. Marie-Stella Duchon, ingénieure des eaux et forêts, de Saint-Gilles-de-Rhuys (Morbihan) à La Corogne, a descendu seule la côte atlantique en plume à voile. Un groupe de scouts a mis trois jours pour arriver du Puy en auto-stop. Une vingtaine de Tahitiens se font appeler les « pèlerins de la paix » couverts de colliers de fleurs le cardinal Decourtyz venant les saluer. Sur la route, ils ont prié, fait silence, médité la Bible, ils ont « rechargé leurs batteries ». Et au bout du chemin, c'est le pape lui-même qui vient les accueillir. La plupart sont des incultes. « Le pape appelle, j'arrive », dit sans sourcilier Jean-Yves, l'esprit critique aussi ras que le cheveu. Même s'ils ne font rien, ou presque, de ce qu'il dit, ils aiment sa parole « radicale ». « C'est le retour de bâton du tout-laisser-faire, dit un chef scout. Les jeunes ne veulent certes pas d'un discours qui enferme, mais qui fixe des normes ».

C'est d'ailleurs moins le discours moral de Jean-Paul II que ses gestes humanitaires et ses actes concrets de « *rémission du Christ* » qui les impressionnent. Par son besoin d'affection, de solidarité, d'authenticité, cette jeunesse chrétienne n'est au fond pas si éloignée qu'on le dit parfois du reste de la population de même âge.

HENRI TINCO.

- (1) Au Moyen Âge, on appelait « jacquet » ou « jacquet » le pèlerin de Compostelle.
- (2) La coquille saint-jacques était la preuve rapportée par les pèlerins qu'ils avaient bien été au bout de leur voyage.
- (3) L'arbre de Jessé retrace dans la Bible toute la généalogie de Jésus-Christ.

Le congrès de l'Union européenne des végétariens

Le soja et le chocolat

Le vingt-neuvième congrès de l'Union européenne des végétariens vient de réunir à Ostwald, dans la banlieue de Strasbourg, deux cent cinquante personnes originaires d'une vingtaine de pays d'Europe. Cette rencontre a marqué, chez les participants français, une tendance au rapprochement entre des chapelles traditionnellement très hostiles.

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Un congrès végétarien a des allures d'auberges espagnoles. On peut y acheter un foulard en soie peint à la main, faire ses provisions de pâtes aux orties, ou découvrir les vertus des flocons d'orge et du gingembre. Les nourritures spirituelles ne sont pas en reste. Plusieurs stands proposent une initiation gratuite avec, au choix, l'« *Ecole essentielle* » ou celle de la « *résonance biologique des couleurs* ». Les conférences, que l'on peut écouter en tricotant une laine mohair naturelle, donnent aux participants des conseils pratiques sur le compostage ou la nourriture des enfants. Mais, comme le confessaient nombre de congressistes, l'important c'est, avant tout, « de se retrouver ».

André Gaillard, « *soixante-deux ans de végétarisme intégral et toutes ses dents* », a fait ses quatre-vingts ans pendant le congrès. Avec sa femme, Simone, il en a profité pour faire signer son livre de voyage. Un volume vert, rempli de dates et de lieux, de timbres et de souvenirs des endroits visités, de congrès en congrès. André et Simone sont végétariens-naturalistes. Mais, insiste André, « *naturalisme ne veut pas seulement dire nudisme intégral. C'est tout un esprit de respect de la nature. Aujourd'hui, les jeunes sur les plages l'ignorent le plus souvent* ».

Une chose désespère encore davantage le couple Gaillard : le sectarisme du milieu végétarien. Sur qui ont dédié leur vie à la réhabilitation d'un des premiers diététiciens végétariens, le docteur Paul Carton, déplorent l'intransigence de ses adeptes. « Si un *Cartonien* apprend qu'il mangé un seul citron, le seul *excommunié* », se lamente André, mi-figue, mi-raisin. « C'est notre principal problème, ici en France », avoue Ropolph Lauth, président de la toute jeune association Vitalité et hygiène de vie, née en Alsace il y a un an, sur les débris de l'ancienne Société végétarienne de France, qui ne comptait plus qu'une vingtaine d'adhérents. « Les végétariens se regroupent autour d'un homme, d'une méthode. Il n'est pas un esprit de chapelle qui, au fin de compte, nuit à nos idées ». C'est pourquoi l'association a mis à sa tête ce principal de collège de la banlieue strasbourgeoise et non un quelconque « pont » du végétarisme.

Avec quelque cent cinquante membres (à comparer avec leurs quinze mille cinq cents homologues britanniques), Vitalité et hygiène de vie espèrent créer un mouvement capable de dépasser les querelles de clocher. Le 29^e congrès a permis de concrétiser cet esprit d'ouverture. Les « *instincts* » crudières y obéissent les ovo-végétariens ou mangeurs d'œufs (1). Devant leurs crèmes au lait de soja, les végétariens regardent sans dégoût leurs collègues déguster une mousse au chocolat des plus classiques. Seuls absents, les macrobiotes, ces défenseurs d'une nourriture à base de céréales.

Sensibilité écologiste

En France, le végétarisme n'empêche pas toujours une longue tradition gastronomique. Ainsi Jean Montagard cuisine végétarien depuis plus de dix ans. Propriétaire d'un restaurant à Menton, il a créé une mention spéciale « cuisine végétarienne » dans le hygiène professionnelle de sa ville, comme dans celui de Nice. « Je crois beaucoup à cette carte de la tradition. Cela fait partie de notre culture. Il faut que les végétariens puissent, à l'occasion, faire un bon repas, arrosé de bons vins... biologiques », dit-il.

Quelle que soit leur religion en matière de produits carnés, les végétariens ont en commun le souci d'une nourriture plus saine. En France, beaucoup viennent au végétarisme pour des raisons de santé, et sont d'anciens « gros mangeurs de viande ». L'aspect « humaniste » refus de tuer les animaux — arrive le plus souvent au deuxième rang des préoccupations. Et, pour être parfait, le régime végétarien réclame des fruits et légumes cultivés sans engrais chimiques. Ce qui ne va pas sans poser des problèmes d'approvisionnement. Le prix des produits biologiques est élevé mais la différence est compensée par les économies faites sur la viande. Proches des écologistes, les végétariens ont d'autres affinités avec les Verts. Ils réclament par exemple un recyclage de la matière organique et une meilleure utilisation de la plaine de France. Selon eux, l'abandon de l'élevage permettrait de développer les cultures céréalières et donc de nourrir sans problèmes l'ensemble des habitants du monde.

JUDITH RUEFF.

(1) Il existe de nombreux régimes végétariens, qui se caractérisent par le refus de consommer toute chair animale. Les « ovo-lacto-végétariens » ne mangent ni viande ni poisson, mais consomment le lait et tous ses dérivés (fromage, yaourts...), ainsi que les œufs. Les « lacto-végétariens » éliminent les œufs, mais gardent le lait et ses dérivés. Les « végétaliens » suppriment tout élément animal. Poussant à l'extrême leur dénonciation de l'exploitation des animaux, certains ne mangent pas de miel et évitent même de porter des vêtements de laine.

SPORTS

NATATION : championnats d'Europe

Catherine Plewinski médaille d'or

La France a obtenu trois nouvelles médailles, deux d'or et une d'argent, vendredi 18 août, lors des championnats d'Europe de natation disputés à Bonn (RFA). La meilleure performance est venue de la Savoyarde Catherine Plewinski, qui a décroché la médaille d'or dans le 100 mètres papillon. Aucune Française n'avait connu pareil honneur depuis 1966, avec Claude Mondonnaud et Christine Caron. Déjà médaillée de bronze à Séoul, lors des Jeux olympiques, Catherine Plewinski s'est imposée en 59 s 08, établissant ainsi un nouveau record de France.

L'autre médaille d'or du jour est revenue à l'équipe de France de natation synchronisée, qui s'est imposée devant l'URSS et la Suisse. L'équipe du relais 4 x 100 mètres masculin, composé de Stéphane Caron, Bruno Götzeit, Laurent Neuville et Christophe Kalfayan, s'est adjugé la médaille d'argent de la spécialité derrière la RFA.

● **EQUITATION : médaille d'argent pour les Français.** — L'équipe de France de saut d'obstacles a pris la deuxième place du championnat d'Europe disputé vendredi 18 août à Rotterdam (Pays-Bas), égalant ainsi sa performance de 1987 à Saint-Gall (Suisse). Le concours a été remporté par la Grande-Bretagne. La Suisse s'est classée en troisième position.

● **ATHLÉTISME : nouveau record du monde du 10 000 mètres.** Le Mexicain Arturo Barrios a battu de cinq secondes le record du monde du 10 000 mètres, vendredi 18 août, lors de la réunion de Berlin-Ouest (RFA). Il a couvert la distance en 27 min 8 s 23, soit cinq secondes de moins que le Portugais Fernando Mamede le 2 juillet 1984.

● **CYCLISME : décès du Néerlandais Bert Oosterbosch.** — Le coureur cycliste néerlandais Bert Oosterbosch, trente-deux ans, est mort chez lui à Lekkerkerk (Pays-Bas), vendredi 18 août, vraisemblablement d'une crise cardiaque. Ce spécialiste du contre la montre, qui avait remporté trois étapes du Tour de France, avait interrompu sa carrière professionnelle en septembre 1988 à la suite d'un anéisme de son

CYCLISME : championnats du monde sur piste

Longo aux deux visages

La Française Jeannie Longo a remporté, vendredi 18 août à Lyon, son troisième titre de championne du monde de poursuite. Elle visera, samedi 26 août à Chambéry, la couronne mondiale sur route. Vendredi également, l'équipe de RDA est devenue championne du monde de poursuite olympique en dominant les Soviétiques.

LYON correspondance

Dans les années 20, le journaliste Albert Londres inventa, pour rencontrer les coureurs cyclistes, l'expression « *forçats de la route* » qui fit carrière par la suite. Il était alors loin d'imaginer qu'il faudrait un jour lui trouver un équivalent féminin. Pourtant, Jeannie Longo appartient bien à cette catégorie. Jamais elle ne se repose sur ses lauriers. Il y a quatre semaines, elle remportait son troisième Tour de France. Vendredi 18 août, à Lyon, elle est devenue, pour la troisième fois également, championne du monde de poursuite.

De la route à la piste, de la piste à la route : les changements de discipline dans la carrière de la Grenobloise ne se comptent plus. « Je suis essentiellement une routière, même si j'ai prouvé que je suis aussi une vraie poursuiteuse », affirme Jeannie Longo. Mais son talent est tel qu'elle peut facilement concilier les deux domaines. Le programme qu'elle s'est fixé pour cette fin de saison en témoigne.

Deux jours après l'arrivée du Tour de France, elle disputait les championnats de France sur piste, où elle enlevait deux titres, ceux de la poursuite et de la course aux points. Puis elle enchaînait sur la poursuite pour les championnats du monde. « Elle n'a pas réellement pratiqué d'exercices spécifiques à la piste », note Patrice Ciprelli, son entraîneur de mari. Il fallait bien qu'elle récupère les efforts du Tour !

Voilà néanmoins la triple lauréate du Tour de France une nouvelle fois championne du monde de poursuite. Et elle devait, samedi, se remettre en piste pour le titre mondial de la course aux points. Une semaine plus tard, elle sera de retour sur le maca-

dam, celui de Chambéry, pour tenter d'obtenir une quatrième couronne de championne du monde sur route. Et l'on ne voit pas qui pourrait l'en empêcher.

Jeannie Longo va mettre au terme à sa carrière à la fin de la saison pour se consacrer à ses affaires familiales et municipales (elle occupe le poste d'adjoint au maire, chargé des sports à la mairie de Grenoble depuis cette année). Avant de tirer sa révérence, elle veut faire moisson de performances. Aussi, vers le 15 septembre, à Mexico, reviendra-t-elle une dernière fois à la piste pour tenter de mettre à mal son propre record du monde de l'heure en plein air, qui est actuellement de 44,933 kilomètres.

Mais ensuite il n'y aura plus de retour à la route, même si l'on dit que Patrice Ciprelli serait partisan d'un retour de son épouse à la compétition en 1992, afin de ravir ce titre olympique qui lui a toujours échappé...

GILLES VAN KOTE.

EN BREF

● **Dixième décès après l'épidémie de salmonellose** (Charente-Maritime). — Une des pensionnaires de la maison de retraite du Bois-d'Hur, à Lagord, hospitalisée depuis juillet à la suite d'une intoxication par des salmonelles, est décédée jeudi 17 août à l'hôpital de La Rochelle. Mme Denise Delmas, quatre-vingt-trois ans, est la dixième pensionnaire de cet établissement ayant succombé directement ou indirectement à la salmonellose. Onze autres malades, dont certains très affaiblis par l'intoxication et son traitement antibiotique, sont encore hospitalisés à La Rochelle (le Monde du 12 juillet et du 4 août).

● **Deux pompiers tués par un large d'eau.** — Deux pompiers volontaires de la caserne de Treis (Bouches-du-Rhône), Gérard Di Martino, quarante ans, et Majid Chabbi, vingt-quatre ans, ont été tués, vendredi 18 août après-midi, lors du largage de 8 tonnes d'eau par un avion bombardier d'eau, alors qu'ils combattaient un incendie qui s'était déclaré dans un dépôt d'ordures municipal non surveillé. C'est le deuxième accident de cette nature en une semaine.

SCIENCES

Les singes volés à l'INSERM de Lyon n'ont pas été maltraités affirme Arche de Noé

Le groupe Arche de Noé, qui avait revendiqué le cambriolage, dans la nuit du 21 au 22 mai, des locaux de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) de Lyon, a déclaré, vendredi 18 août, que les animaux de laboratoire volés sont des victimes de mauvais traitements.

« L'INSERM prétend que vingt-sept singes ont subi l'arrachement des tatouages réglementaires et que cet acte aurait créé des souffrances insupportables », déclare Jean-Louis, le seul « excommunié », se lamente André, mi-figue, mi-raisin. « C'est notre principal problème, ici en France », avoue Ropolph Lauth, président de la toute jeune association Vitalité et hygiène de vie, née en Alsace il y a un an, sur les débris de l'ancienne Société végétarienne de France, qui ne comptait plus qu'une vingtaine d'adhérents.

« Les végétariens se regroupent autour d'un homme, d'une méthode. Il n'est pas un esprit de chapelle qui, au fin de compte, nuit à nos idées ». C'est pourquoi l'association a mis à sa tête ce principal de collège de la banlieue strasbourgeoise et non un quelconque « pont » du végétarisme.

« Nous certifions que tous ces singes ont été opérés par une équipe de trois vétérinaires sous anesthésie générale et dans des conditions d'asepsie parfaite. Il est inconcevable que nos camarades qui risquent leur liberté pour les animaux soient accusés d'actes de cruauté envers ces mêmes animaux », poursuit le commandant.

« La promotion des surveillants de prison. — Un décret portant création d'un échelon supplémentaire pour les surveillants de prison, résultat du protocole d'accord signé en octobre 1988 entre les syndicats et le ministère de la justice, a été publié vendredi 18 août au Journal officiel.

« Une centaine de surveillants pourrissent, en 1990, avoir accès à ce « *schéma exceptionnel* », qui a des repercussions sur le traitement et le montant de la retraite. La création de ce nouveau échelon constituait l'un des points de l'accord signé après douze jours de conflit dans les prisons à l'automne dernier.

لنا من الحلو

Société

Après la destruction du lieu de prière des musulmans à Charvieu-Chavagneux (Isère)

Le ministre de l'intérieur exprime « la réprobation du gouvernement »

Après la destruction à Charvieu-Chavagneux (Isère) du lieu de prière de la communauté musulmane, le préfet de l'Isère, sur la demande M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a reçu à Grenoble, pendant trente minutes, le maire RPR de la localité, M. Gérard Dezempe. Le représentant de l'Etat était chargé par le ministre de « raporter le maire au respect de la loi », notamment celle du 9 décembre 1905 qui, dans son article premier, précise que « la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes ». Le préfet a aussi souligné qu'une commune ne peut, en aucun cas, s'opposer à l'ouverture d'un lieu de culte sur son territoire ni directement ni par des manœuvres, et a notifié au maire qu'un référendum local sur l'ouverture d'une mosquée serait illégal parce qu'il porterait « sur une question mettant en cause une liberté fondamentale ». Enfin, le représentant de l'Etat a indiqué qu'il était « personnellement disposé à faciliter toute démarche qui tendrait à faire apparaître des solutions d'apaisement ».

Interrogé sur le fait que l'association islamique de Charvieu avait récemment acheté un terrain pour y construire une mosquée et que le maire refusait d'accorder un permis de construire, le préfet a précisé : « Si l'association islamique achète un terrain constructible, le maire ne peut pas légalement refuser un permis de construire ».

Après, M. Joxe avait publié une déclaration dans laquelle, après avoir rappelé qu'il était « chargé de la protection des libertés publiques en particulier », il exprimait « la réprobation du gouvernement et [son] indignation personnelle à la suite de la destruction, présentée

comme accidentelle, d'un lieu de culte musulman dans la commune ».

« L'année du Bicentenaire de la déclaration des droits de l'homme », ajoutait le ministre, de telles manifestations d'intolérance et de violence nuisent à notre pays comme à la paix publique ; elles doivent être proscrites pour l'avenir et aujourd'hui réparées. M. Joxe doit recevoir, lundi 21 août, le préfet de l'Isère, qui doit lui présenter les mesures envisagées localement.

Pour sa part, M. Dezempe, qui a quitté la préfecture de Grenoble par une porte dérobée, a publié, vendredi soir, un communiqué dans lequel il déclare : « Je tiens à remercier M. Pierre Joxe d'avoir bien voulu me communiquer, par l'intermédiaire du préfet, la législation en matière de libertés publiques, sans doute parce qu'il craignait que ces textes n'aient disparus dans l'incendie criminel de la mairie de Charvieu-Chavagneux. Je tiens également à rassurer le ministre, car, de tout temps, la liberté de culte a pu s'exercer à Charvieu-Chavagneux. Par ailleurs, je me permets de signaler au ministre qu'un local situé dans les immeubles du quartier de la Plaine reste à la disposition des fidèles musulmans de la commune afin qu'ils puissent librement y pratiquer leur culte. J'attends les réactions et commentaires du ministre quant à l'incendie criminel qui a ravagé la mairie, symbole, comme toutes les mairies de France, de notre République et de la démocratie ».

Vendredi après-midi, à l'appel de l'association culturelle islamique, de trois cents à quatre cents musulmans de Charvieu-Chavagneux et des environs se sont rassemblés devant les ruines de leur lieu de culte. Après que l'imam local et deux représentants de la Ligue islamique eurent prononcé de courtes allocutions, les fidèles manifestants se sont dirigés vers la mairie pour participer, au pied de l'escalier, à la prière collective du vendredi.

Réactions

« L'organisation antiraciste Gendard 2001 » appelle les instances dirigeantes et le président du RPR, Jacques Chirac, à désavouer publiquement l'action menée par la municipalité RPR de Charvieu-Chavagneux contre la communauté musulmane de France ».

« Le Parti socialiste déclare que la « destruction brutale de la mosquée par la mairie RPR choque profondément l'esprit de tolérance du Parti socialiste. Un million de nos concitoyens pratiquent la religion musulmane. Le PS (...) entend œuvrer pour l'intégration de tous dans notre communauté nationale ».

« Le Recours » condamne avec autant plus d'énergie l'insupportable destruction de la mosquée de Charvieu, que les rapetissés commencent mieux que quiconque commentent avec douleur et indignation les réactions de tels actes ignominieux, eux dont les églises ont été abattues ou transformées en mosquées ».

« La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) s'adresse à Jacques Chirac et Alain Carignon, maire de Grenoble, et les prie (...) de désavouer cet acte farouche et dangereux. Les thèses du Front national ne doivent pas gagner de terrain en France ».

« Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exprime sa sympathie aux musulmans priant dans ce lieu de culte et condamne toute initiative de nature discriminatoire quelconque qui viserait les victimes ».

« La CFDT souhaite qu'une solution d'apaisement soit rapidement trouvée et demande au ministre de l'intérieur, ministre des cultes, qu'il œuvre rapidement dans ce sens ».

« La LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme) s'attend les explications du maire de Charvieu-Chavagneux, après cette destruction volontaire qui n'appartient ni à la commune, ni à l'Etat, ni à l'Isère. Elle rappelle que la liberté des cultes et le respect des lieux de culte s'imposent à tous et en particulier aux élus ».

« Le tribunal de Grenoble doit se prononcer sur la mise en liberté de Robert Sirou. Le tribunal de grande instance de Grenoble doit se prononcer, lundi 21 août, sur la mise en liberté de Robert Sirou, soixante ans, ce fermier interné d'office dans un hôpital psychiatrique, le 8 juillet (Le Monde du 11 juillet), après la mort de son fils David, un garçon de treize ans, tué d'une balle dans la tête, le 27 juin, à Champ-sur-Drac (Isère), dans des conditions encore inexplicables (Le Monde du 30 juin) ».

Présentée au tribunal, vendredi, par trois médecins, une expertise recommandait la mise en liberté de l'intéressé. « Il ne paraît pas que son état mental justifie le maintien de l'hospitalisation », indiquent les experts.

Tournés vers La Mecque le dos à la mairie

LYON
de notre bureau régional

Piéinant sur la place de terre battue de Charvieu-Chavagneux, ébranlée par des secousses de pions ou réfugiés à l'ombre épaisse des platanes, les groupes se sont formés dès avant 14 heures. Beaucoup de ces hommes, adossés pour la plupart, souvent âgés, ont revêtu une djellaba éclatante et coiffé la chéchia. Boudonnement des conversations, rumeur sourde des palabres où la langue arabe prédomine. Ni banderoles ni slogans, une certaine fébrilité, mais aucun cri, hormis quelques incantations sporadiques « Allah akbar » (Dieu est grand). Enfin, le service d'ordre forme un cordon et on trouve une chaise pour que l'imam, Mohamed Meziane, puisse s'y hisser.

« Il aurait pu monter dans le minaret », plaisante un jeune homme barbu en désignant la cheminée de l'usine Tréficable. Frelé qui domine la place. Malgré le ton mélodique, on sent bien à son intensité que le sermon du vendredi n'est pas le sermon d'un vendredi ordinaire. Il invite ses frères à la ténacité pour faire face à l'adversité. « Nous reviendrons prior ensemble en plein air pendant six mois, en un, deux ans s'il le faut tant que nous n'aurons pas obtenu un lieu de prière digne. Il faut tenir », leur dit-il.

MM. Abdelhamane Ammani, représentant la direction de la Ligue islamique mondiale à Paris, et Mohammed Baccar, conseiller suprême de cette même organisation, qui succède à l'imam pour prononcer de brefs discours. Le premier exprime la solidarité du mouvement islamique avec la communauté « à laquelle on fait bien des misères » et espère que les autorités nationales et locales sauront « être à la hauteur de

leurs responsabilités ». Le second rappelle que l'islam est « une religion de tolérance » et stigmatise « une agression unitaire et abusive selon les normes de l'état de droit ». Les deux hommes incitent les fidèles à dominer leur légitime colère et à faire preuve de sérénité, de dignité, de fermeté.

« Il y a urgence »

Devant la mairie, où le foule s'est rassemblée en un sage cortège, les manifestants redonnent d'abord des fidèles tournés vers La Mecque, mais le dos à la mairie, fermée pour cause de début d'incendie volontaire. Ils se prosternent et psalmodient des textes sacrés. Un peu à l'écart, une dizaine de femmes participent à cette longue prière collective du vendredi qui, selon le rituel, devrait être organisée en un lieu couvert.

A 15 h 15, les tapis de prière sont étendus et la foule se disperse dans le plus grand calme. Alors que les représentants de nombreuses organisations — le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, des Unions départementales CFDT, deux membres du Bureau national de SOS-Racisme spécialement délégués de Paris — viennent témoigner de leur présence et de leur solidarité, M. Abdullah Benyahia, président de l'Association culturelle, affirme qu'il fera tout pour que la situation ne s'envenime pas. Il confirme son acceptation d'un médiateur et exprime son espoir confiant en une solution satisfaisante pour tous. « Mais il y a urgence car, à côté de nos 580 adhérents adultes, 278 enfants sont empêchés de recevoir les cours de soutien scolaire que leur dispense ordinairement l'association ».

ROBERT BELLERET.

BIBLIOGRAPHIE

Un livre de M. Francis Caballero

La drogue dans tous ses états

En publiant ce *Droit de la drogue*, les éditions Dalloz font preuve d'une audace inattendue. Passe encore qu'une maison au catalogue plutôt guindé — du code pénal à un austère traité de procédure civile — décide de s'intéresser à un sujet aussi actuel. Mais que cet ouvrage aille à l'encontre des idées reçues, voilà qui est encore plus surprenant.

La collection des Précis Dalloz, sur lesquels se sont échinés des générations d'étudiants en droit, s'enrichit avec ce manuel d'un livre paradoxal et provocateur dû à un professeur à l'université de Nanterre (Paris-X), M. Francis Caballero. Tradition universitaire oblige, on y trouve tout ce qu'il faut savoir sur le droit de la drogue, mêlé à la thèse, qui sent le souffre, selon laquelle la prohibition générale dont la drogue fait aujourd'hui l'objet ne peut qu'aboutir à un « fiasco ».

L'ouvrage distingue les « drogues licites » (tabac, alcool, tranquillisants...) des « illicites », celles auxquelles on pense spontanément quand on parle de drogue. Mine de rien, cette distinction permet de suggérer que si personne n'est jamais mort d'une overdose « fumette » de marijuana, le tabagisme fait « chaque année 2,5 millions de victimes dans le monde » et l'alcoolisme 36 000 tous les ans en France.

Là n'est pas cependant la thèse essentielle de M. Caballero. Ce qu'il veut démontrer, c'est que, pas davantage que la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis dans les années 20 n'a atteint son but, l'arsenal législatif et policier déployé aujourd'hui pour lutter contre la drogue n'a réussi à endiguer ce fléau, au contraire.

« Les mêmes causes produisent les mêmes effets », écrit M. Caballero, on assiste (...) à la reproduction du fiasco américain à la puissance dix et à l'échelle planétaire : le « gin de bain » est remplacé par l'héroïne frelatée, la corruption de l'élite locale par celle du chef d'Etat, la complaisance du juge par celle d'une Cour suprême, la fortune du « bootlegger » par celle de la mafia internationale... »

« Car la prohibition, estime-t-il, est l'alliée objective des trafiquants et la première source de financement du crime organisé ». Et d'enumérer les effets pervers de cette situation : « Le système bancaire est

contaminé par le recyclage de l'argent du trafic ; le coût budgétaire de la lutte antidrogue augmente sans cesse ; la police et les douanes sont incapables d'arrêter plus de 10 % des drogues en circulation ; les prisons se remplissent, alors que l'offre de stupéfiants ne fait que croître... »

Surtout, et c'est le professeur de droit qui parle, « la répression s'envenime et devient de plus en plus attentatoire aux libertés individuelles. Les droits élémentaires de la personne humaine sont bafoués ; des lois inconstitutionnelles sont votées, en particulier en France ; des libertés sont menacées... » En un mot, « le droit de la drogue empêche l'atmosphère de la planète ».

« Commerce passif »

Il est vrai que, au cours de ces dernières années, le souci de lutter contre les ravages de la drogue a incité les autorités françaises à tolérer des aménagements au code pénal qui, appliqués par exemple à la délinquance en col blanc, auraient provoqué un tollé.

La garde à vue des trafiquants peut atteindre, aujourd'hui, quatre jours, le double de ce qui est admis pour un meurtrier ; les tribunaux correctionnels sont habilités à prononcer à leur encontre des peines de vingt ans d'emprisonnement, voire de quarante, alors que, seules, en principe, les cours d'assises sont autorisées à infliger des sanctions aussi lourdes ; la Cour de cassation tolère qu'un policier puisse se faire passer pour un acheteur d'héroïne afin de mieux « fermer » un reventeur ; les perquisitions de nuit sont permises par la loi alors qu'elles sont généralement interdites entre 21 heures et 6 heures du matin...

Pour autant, M. Caballero fait preuve de circonspection à l'égard des législations trop tolérantes. En Espagne, par exemple, « même du temps du franquisme, l'usage des stupéfiants n'était pas clairement réprimé ». En 1983, la détention desdits stupéfiants pour usage personnel a été légalisée, à tort selon M. Caballero qui voit dans le refus espagnol « de distinguer entre l'usage discret ou privé et l'usage dans les lieux publics (...) une

erreur majeure ». « D'autant que s'y ajoute un refus de distinguer entre les catégories de produits utilisés, ce qui revient à mettre sur le même plan le cannabis et l'héroïne... »

Que faire, alors ? M. Caballero se veut un ardent partisan de la théorie du « commerce passif », un système qui impliquerait « un véritable réajustement du droit de la drogue ». La réglementation applicable au cannabis, par exemple, serait alignée sur celle imposée au tabac et à l'alcool, laquelle serait renforcée. Quelles soient licites ou illicites, toutes les drogues seraient soumises à « un monopole national de production, d'importation et de distribution pour chaque catégorie » de produits. Tous publicités ou autres formes d'incitation à la consommation seraient bannies. Ainsi seraient battus en brèche les effets pervers de la prohibition érogée plus haut. Telle est la théorie du « commerce passif ».

« Une forme de contrôle social qui s'efforce de concilier la liberté individuelle avec l'indispensable défense de la société ».

Sans reprendre l'idée à son compte, M. Caballero se fait aussi l'écho d'une autre théorie qui expliquerait pourquoi des drogues aux effets également nocifs sont aujourd'hui, les unes l'objet d'une tolérance (tabac, alcool, produits pharmaceutiques), les autres d'une répression qui ne se dément pas (opium, coca, cannabis). Tout simplement parce que les premières sont produites dans les pays riches et les autres dans les pays pauvres... « Le droit de la drogue serait donc un droit Nord-Sud, économiquement discriminatoire, voire raciste... »

Non seulement ce livre dit tout sur les drogues au pluriel : conditions de production, réglementation de la publicité, fiscalité, législation à l'étranger, droit communautaire... Mais il se veut aussi un antidote aux idées toxiques qui, en croisant son auteur, polluent le débat sur la drogue au singulier. Quoiqu'on pense de cet analyse, les ouvrages stimulants sur les « stimulants » ne sont pas si nombreux pour se priver de la lecture de celui-ci.

BERTRAND LE GENDRE.

★ Francis Caballero. *Droit de la drogue*. Editions Dalloz, collection Précis Dalloz, 1989. 720 pages. 168 F.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Isabelle et Christian KAZMIERCZAK, Cécile et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de Anne.
Paris, le 16 août 1989.

— François, Vincent, Christine et Francis de GAULTIER de LAGUONIE ont la grande joie d'annoncer la naissance de Juliette.
à Bruxelles, le 9 août 1989.

13, drive de la Ferme, B-1970, Wemmelbeek-Oppey, Belgique.

Marriages

— Sophie GHIRON et Daniel LATHI d'ALBERTAS

sont heureux d'annoncer leur mariage qui sera célébré le samedi 9 septembre 1989, à 16 h 30, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

Bastide de Boushore, Les Platrières, 13090 Aix-en-Provence.

Décès

— M^{me} Albert Cress, M^{me} et M^{me} Jean Cress, M^{me} veuve Raymond Cress, M^{me} Jacqueline Cress, M^{me} et M^{me} Patrick Cress et leurs enfants, M^{me} André Cress et David, M^{me} et M^{me} Christian Abbas et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Robert Wagner et leurs enfants, M^{me} Louis Gilbert et ses enfants, Les familles Cress, Bertossi, Corré, Fend, Marc, Miosse, Proviale, Quiviger, Trévien, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Albert CRESS, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre national du Mérite, professeur au collège de médecine, chef de service à l'hôpital Saint-Michel, survenu le 16 août 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

La levée du corps aura lieu le lundi 21 août, à 7 h 45, à l'amphithéâtre de l'hôpital Tenon, entrée rue Beigrand, Paris-20.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 août, à 16 h 30, en l'église de Saint-Philibert, Treguiec (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12 bis, avenue Elise-Rochas, 75007 Paris. Mémor de Pen-An-Run, 29128 Treguiec.

— Le président et le conseil d'administration de l'hôpital Saint-Michel, ont le vif regret de faire part du décès de

docteur Albert CRESS, chef du service de nutrition et médecine sportive, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre national du Mérite, professeur au Collège de médecine, survenu le 16 août 1989, à Paris.

Nutritionniste de renom, son souvenir restera associé aux nombreux travaux, recherches et publications qu'il a dans cette spécialité et à la place qu'il occupait dans le domaine de la médecine sportive.

— Les collaborateurs, Les élèves Et toute l'équipe de l'hôpital Saint-Michel, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Albert CRESS, chef du service de nutrition et médecine sportive.

— On nous prie de faire part du rappel à Dieu du

docteur Jacques DECOURT, professeur honoraire à la faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1914-1918,

survenu le jeudi 17 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De la part de M^{me} Jacques Decourt, son épouse, M^{me} Jean-Pierre Decourt, son fils, M^{me} et M^{me} Vincent Decourt, ses petits-enfants, M^{me} Germaine Decourt, sa sœur, Du docteur et de M^{me} Philippe Decourt, ses frères et belles-sœurs, Du docteur Jean Cottet, son beau-frère, Des familles d'Andiran, Ernst, Dumay, de tous ses élèves.

La cérémonie religieuse aura lieu

dans l'intimité, le lundi 21 août, à 8 h 30, en l'église ancienne Saint-Honoré d'Eylan, 9, place Victor-Hugo, Paris-16^e.

— S.E. Casado Fernandez-Naranyo, ambassadeur de la République dominicaine en France,

M^{me} et M^{me} Nicancor Estrella, ses parents,

Toute sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Hector José ESTRELLA-POLANCO, docteur en droit, ministre conseiller, délégué permanent adjoint auprès de l'UNESCO, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

Une messe d'adieu sera célébrée en l'église Notre-Dame de Boulogne, av. J.-B. Clément, Boulogne-sur-Seine (Hauts-de-Seine), mardi 22 août 1989, à 10 h 30.

Les obsèques se dérouleront à Saint-Domingue.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue Saïd-Carnot, 93170 Bagnolet.

— Les amis de

Henri GÖTZ, artiste-peintre, officier de l'Ordre des Arts et des Lettres,

ont le chagrin de faire part de son décès survenu le 12 août 1989.

Il rejoindra son épouse, la peintre

Christine BOUMEESTER,

le mercredi 23 août, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 16 août.)

— Paulette Lamizet, sa femme, Bernard Lamizet, son fils, Boyana et Alexandre, Simone Lamizet, sa sœur, Les familles parentes et alliées, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Georges LAMIZET,

survenu en son domicile, à Flayosc, le 16 août 1989,

Carasse, 83780 Flayosc.

— M^{me} Raymond Landé, son épouse, Fabienne et Eric Srouf, Gilles Landé, ses enfants, Laurence et Nathalie, ses petites-filles, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Léopold LANDE, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 14 juillet 1989 à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 21 juillet au cimetière parisien de Thiais.

36, avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

— Sydney, Zurich, Londres, Saint-Raphaël, Chaville, Boulogne.

Les familles Setton, Balestra, Savadi, Douk, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Grace BALESTRA,

née Savadi,

leur mère, grand-mère, sœur, tante,

survenue à Fréjus, le 16 août 1989.

L'inhumation aura lieu le lundi 21 août, à 10 h 30, au cimetière de Fréjus.

— M^{me} Sibon, née Rachel Abitbol, ses enfants Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Albert SITBON (Arian, Tunisie),

survenu le 18 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le 21 août, à 10 h 15, au cimetière d'Ivry-sur-Seine (emplacement inscrite).

40, rue du Quartier-Parisien, 94200 Ivry-sur-Seine.

Remerciements

— M^{me} Hubert Beuve-Méry, Ses enfants Et petits-enfants, très touchés par toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Hubert BEUVE-MÉRY

et dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, prient toutes les personnes, institutions et autorités qui se sont associées à leur deuil de bien vouloir trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Le feu dans la ville

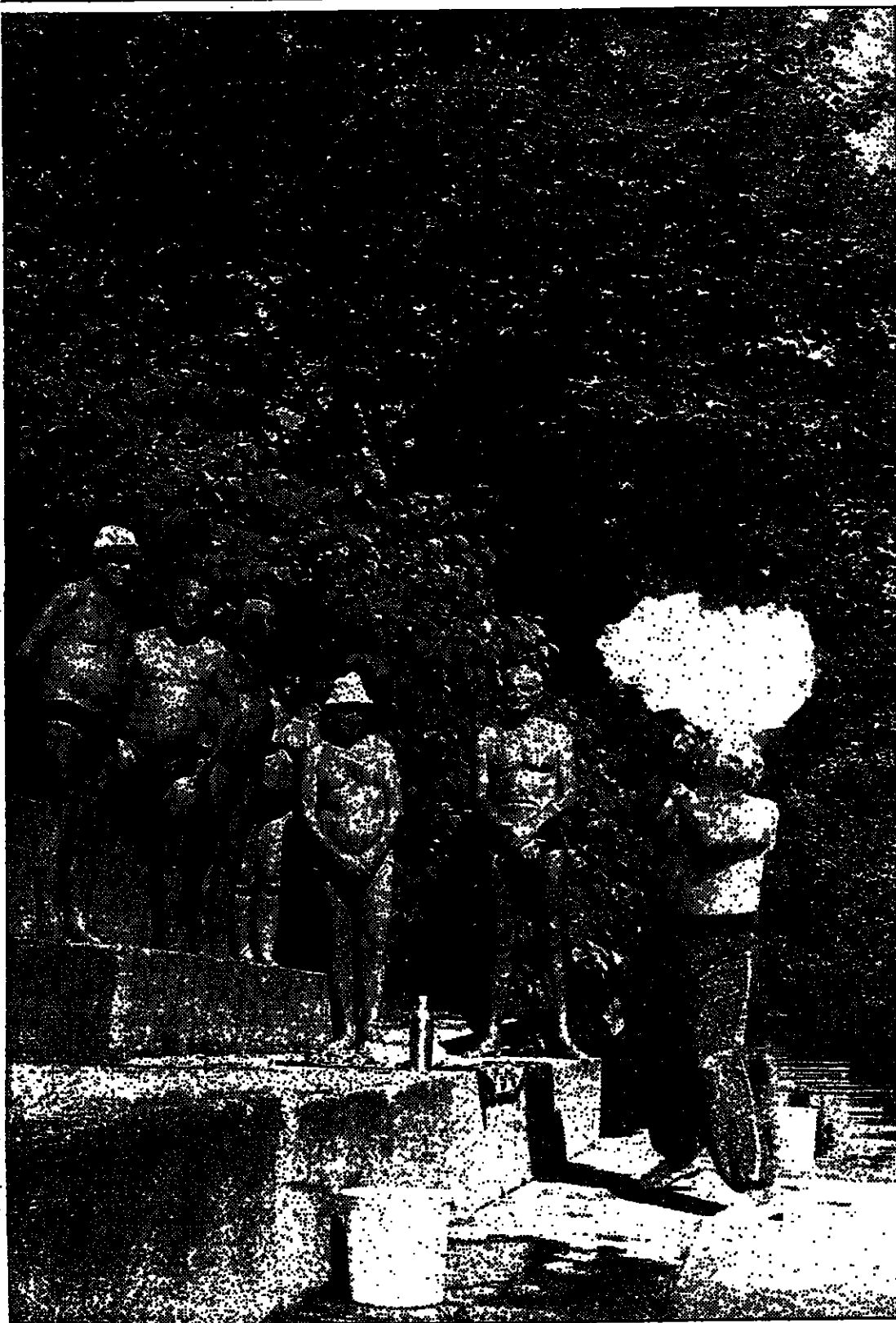
Le feu, l'eau, l'épidémie, forment la légende des villes : le grand incendie de Chicago, la peste de Marseille, l'inondation de Florence, sont parmi ces événements qui secouent brutalement, profondément une culture, sans avoir généralement l'excuse de la brutalité de l'homme, celle qui se manifeste aujourd'hui dans les bombardements de Beyrouth. Ces catastrophes, naturelles au moins en ce qu'elles sont inhérentes à la densité humaine, modifient durablement le paysage, la forme des cités. Après 1871, les façades de Chicago se sont hérissées d'échelles, de passerelles. L'eau fait apparaître, mais plutôt en amont des villes, des digues, des barrages, des canaux de dérivation. La peste laisse, elle, des traces insidieuses dans la décomposition des familles, dans la mémoire des survivants ; elle met à nu la vanité des portes, des remparts, des frontières ou des masques.

Paris n'a connu comparativement que des petites misères. Par chance sans doute, plutôt par prévoyance. Mais qui peut-on créditer de ce qui n'a pas eu lieu ? Les pompiers ? Pasteur ? Haussmann ? Les grandes saignées que le baron a imposé à la ville ne sont pas la conséquence d'un incendie, mais sans doute en ont-elles évité plus d'un. C'est donc la prévention qui marque le paysage de Paris, et non des cicatrices, témoins et vestiges de drames dont on a perdu les contours. Le feu parisien est un feu maîtrisé, purificateur, balisé. D'ailleurs, seuls 0,1 % du travail des pompiers concernent de « gros » sinistres impliquant le concours de plusieurs casernes (*le Monde* du 3 janvier 1987).

Le feu, c'est donc — sous l'œil bienveillant de la profession la plus saine des habitants — l'affaire des fakirs, des couleuvres de bitume, des thanatopracteurs, des marchands de marrons. C'est un univers vierge, ou bien précieusement circonscrit. Au contraire de l'eau toujours présente malgré les contraintes dont elle fait l'objet.

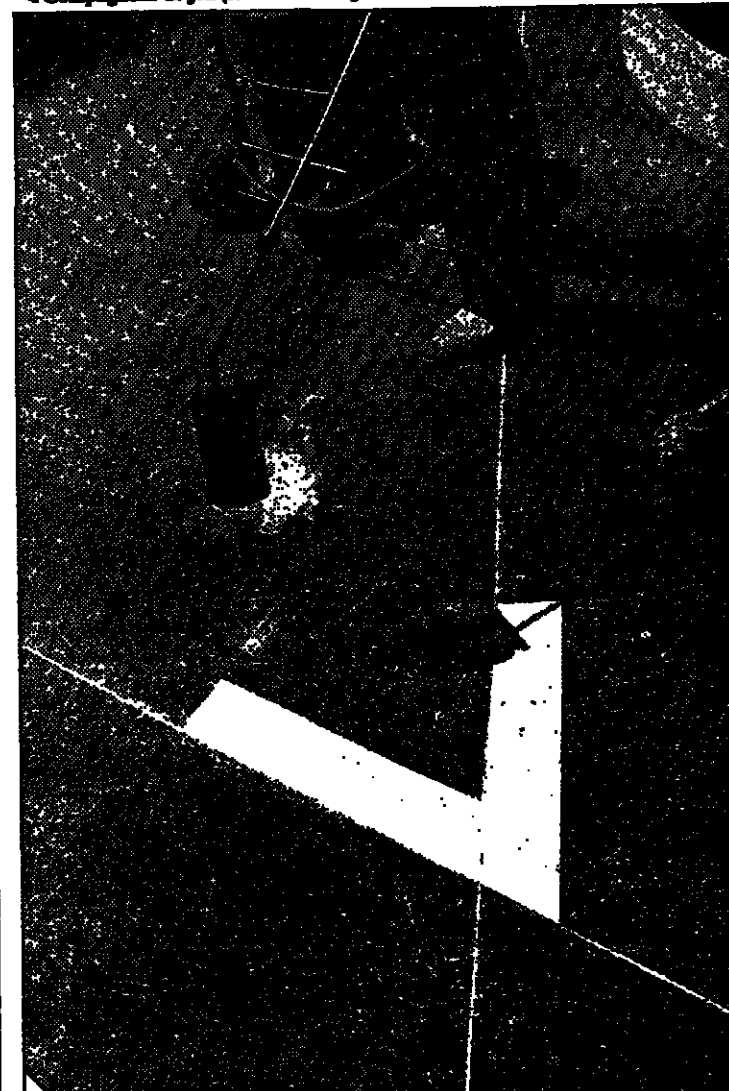
Le feu, à Paris, paraît lointain, paraît sage. Tout est prêt, cependant — y compris les plus vaillantes des casernes — pour un joli feu d'artifice dans ce cœur de la ville qui abrite la plus grande part du travail clandestin, des stocks de vêtements et de colifichets, entre la place des Victoires et la République, entre les grands boulevards et l'axe qui part de la rue Bricane-Marcet, rejoint le boulevard Beaumarchais. Car si la prévention est une affaire d'argent, l'imprévoyance n'est qu'une affaire de gros sous.

FREDERIC EDELMANN



Δ La providence (caserne Fleisance).

◀ Compagnons de jeu (le fakir Karadj à Saint-Maurice).



V7A

Paris brûle-t-il ?



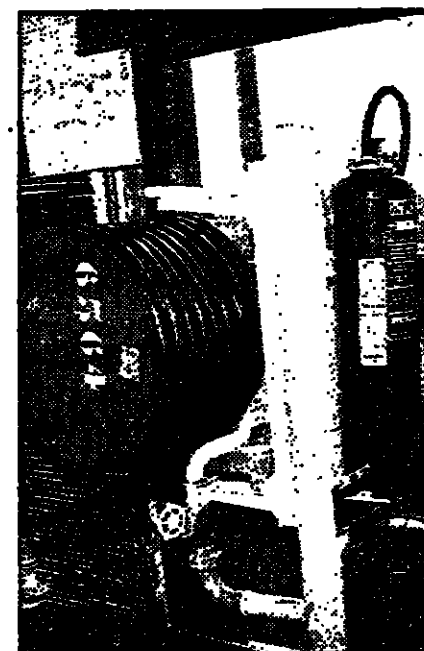
Δ Le feu piffant (Père-Lachaise).

Accès de secours.

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE
FRANCESCO GATTONI



Δ Issue de secours.



Δ Prévention.



▽ Vite, trop vite (la Défense).

هنا في الوطن

SIGNATURE

La récolte des céréales
un peu affectée par la sécheresse

Économie

SOCIAL

Malgré l'opposition des syndicats

Le gouvernement va moderniser la législation sur l'ouverture des magasins le dimanche

Alors que la CGT a réclamé, vendredi 18 août, que soit « mis au terme aux dérogations » qui permettent à certains magasins d'ouvrir le dimanche, le gouvernement s'appuie à engager une consultation avec les partenaires sociaux en vue d'une « modernisation » de la législation.

A Creil (Oise), les grandes surfaces ouvrent le dimanche en toute légalité, mais à Compiègne, dans le même département, les magasins similaires se sont vu interdire une telle possibilité par le tribunal de grande instance. Le groupe suédois d'ameublement Ikea, qui a renoncé à

bienement, qui ont créé leur propre syndicat, pour réclamer sans ambiguïté le droit à l'ouverture dominicale.

Du côté syndical, le front est, pour une fois, uni. La CGT, dont l'action contre Ikea lui a d'ores et déjà « rapporté » 520 000 F, dénonce « un recul de société ». Lors d'une conférence de presse, vendredi 18 août, M. François Duteil, secrétaire confédéral, a « mis en garde » le gouvernement contre toute velléité de dérogation et a réclamar la suppression des dérogations. A Force ouvrière comme à la CFTC, on est opposé à une intervention législative, alors que la CDT n'est guère plus ouverte. « Comprenez-nous, plaide



ouvrir sept jours sur sept son magasin des Lisses (Eure-et-Loir) après avoir été condamné à verser plus de 4 millions de francs à la CGT, dispose par ailleurs d'une autorisation en bonne et due forme pour son implantation de Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

La réglementation de l'ouverture dominicale des magasins, qui date de 1906, se traduit par un vaste imbroglio, et le gouvernement est disposé à en actualiser les règles du jeu. Mais il compte s'atteler à cette tâche avec la plus grande prudence. Il est, en effet, soumis aux pressions contradictoires des partenaires sociaux avec lesquels il entame des consultations dans les prochaines semaines sur la base des propositions que lui remettra, en principe avant la fin du mois, M. Yves Chaigneau, président de la section travail du Conseil économique et social.

« Le problème de l'ouverture du dimanche, c'est avant tout un problème de droit des salariés », souligne-t-on au ministère du travail. A la base de l'édifice, le code du travail précise, en effet, que « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ». Ce principe, auquel les syndicats sont très attachés, tolère pourtant un certain nombre d'exceptions. Ainsi, les commerçants n'ayant pas de salariés ne sont pas concernés, de même que les commerces alimentaires, les pharmacies et certains services publics (transports et énergie, notamment). De surcroît, le maire peut accorder des dérogations dans la limite de trois dimanches par an, et certaines activités industrielles bénéficient d'un régime particulier. Enfin, des décisions préfectorales permettent à certains commerces d'ouvrir le dimanche s'il apparaît que leur fermeture serait préjudiciable à leur propre activité ou au public lui-même. Or, la jurisprudence n'étant pas d'une limpidité parfaite et les pouvoirs publics ne poursuivant pas systématiquement les contrevenants, est apparue une situation d'« insécurité juridique », admet un expert du ministère du commerce et de l'artisanat.

Si les associations de consommateurs sont fort peu loquaces sur ce thème, le patronat du commerce n'est guère plus à l'aise, tiraillé entre des intérêts divergents. Il n'y a guère que les grandes surfaces de l'amen-

M^{me} Marguerite Bertrand, secrétaire de la fédération oisétiste du commerce, les patrons confondent flexibilité et précarisation. Dans l'industrie, la loi prévoit des avantages sociaux pour le travail du dimanche. Pas dans le commerce. »

Soucieux de calmer le jeu, le gouvernement assure que, s'il entend « moderniser » la législation, il est « hostile à toute banalisation du travail le dimanche ». Chez M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, comme chez M. François Duteil, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, on envisage prudemment de revoir les conditions dans lesquelles les dérogations préfectorales (dont certaines, toujours en vigueur, datent de 1936) pourront être obtenues, en prenant notamment en considération les spécificités des zones touristiques. En revanche, il n'est pas question de proposer une formule comparable à celle de la législation suédoise, qui autorise le travail dominical dès lors qu'un accord d'entreprise a été conclu. « Il ne faut quand même pas oublier que l'intérêt économique d'une ouverture le dimanche n'existe que si elle ne concerne qu'un nombre restreint de magasins », assure-t-on au ministère du commerce et de l'artisanat.

Pourtant, Ikea — qui s'apprête à supprimer cinquante postes à Lisses, où une chute de 15 % du chiffre d'affaires est prévue — ne baisse pas les bras. Selon M. Lars Westman, directeur d'Ikea pour la France, il n'est pas du tout exclu que la sixième implantation du groupe suédois en France, prévue à Bordeaux en mai 1990, soit ouverte le dimanche.

JEAN-MICHEL NORMAND.

● Perturbations sur les vols de la compagnie belge Sabena. — Les vols de la compagnie aérienne belge Sabena devaient subir des retards ou des annulations la semaine prochaine en raison d'une grève des mille deux cents hôtesses, stewards et chefs de cabine. Les arrêts de travail auront lieu de lundi à jeudi inclus.

Par ailleurs, l'activité de British Airways, perturbée vendredi 18 août en raison d'une grève du personnel navigant, était normale samedi.

AGRICULTURE

La récolte des céréales sera peu affectée par la sécheresse

Les agriculteurs ne subissent pas tout de la même manière les effets de la sécheresse. Vendredi 18 août, dans l'Ariège, ils étaient 600 à profiter du passage dans la région de M. Christophe Donon, le « M. Sécheresse » du gouvernement, pour réclamer une aide d'urgence aux 300 000 agriculteurs victimes de la sécheresse. Les manifestants ont descodé la grille de la préfecture de Foix et versé du purin dans les rues.

Les céréaliers, en revanche, ne sont pas trop mécontents. Ils viennent d'annoncer que la récolte de

cette année n'enregistrera qu'une faible baisse. D'après un porte-parole de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), celle-ci devrait s'élever à 32 millions de tonnes contre 53 millions en 1988. La baisse provient surtout de l'orge et du maïs, dont les récoltes devraient être inférieures d'un million de tonnes à celles de l'an dernier.

Cependant, la récolte de blé tendre devrait atteindre 30,60 millions de tonnes contre 28,40 millions de tonnes en 1987. Le rendement à l'hectare a augmenté d'un quintal.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Croissance sur un large front

Durant les neuf premiers mois de l'exercice (du 1^{er} octobre 1988 au 30 juin 1989), les commandes enregistrées et le chiffre d'affaires de Siemens ont connu des taux de croissance à deux chiffres. Grâce à un environnement

conjoncturel favorable, la croissance concerne pratiquement tous les secteurs d'activité et régions. En hausse de 12 %, le résultat net s'établit à 3,7 milliards de francs.

Commandes enregistrées

Le Groupe Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en R.F.A. et à l'étranger, a obtenu durant la période considérée un montant de commandes nouvelles de 162,0 milliards de francs, soit 18 % de plus que l'an dernier. Après une relative faiblesse l'exercice précédent, les commandes enregistrées en R.F.A. ont progressé de 19 % pour atteindre 70,2 milliards de francs. Les ordres pris sur le marché international, soit 91,8 milliards de francs, ont fait un bond de 17 % et représentent 57 % de l'ensemble des commandes. Il est frappant de voir que l'augmentation porte sur l'ensemble des secteurs du Groupe.

Outre les divisions KWU ainsi que Télécommunications et Systèmes de sécurité, Énergie électrique et Automatisation a également obtenu de grands contrats, notamment la commande d'équipements pour 75 locomotives, passée par la société des chemins de fer espagnols Renfe.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 30.6.88	du 1.10.88 au 30.6.89	Variation
Commandes enregistrées	137,5	162,0	+18%
Marché allemand	59,1	70,2	+19%
Marché étranger	78,4	91,8	+17%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial de Siemens, en hausse de 11 %, s'élève à 149,4 milliards de francs. D'un montant de 78,2 milliards de francs, les facturations internationales affichent une croissance de 16 %. Faible dans un premier temps, la progression du C.A. en République fédérale d'Allemagne (71,2 milliards de francs) s'est accélérée pour atteindre 6 %; le mouvement se poursuivra dans les mois à venir grâce à un niveau satisfaisant des commandes enregistrées. Toutefois, le chiffre d'affaires de l'ensemble de l'exercice

1988/89 sera à peine supérieur à celui de 1987/88, étant donné qu'une seule grande centrale électrique sera facturée durant l'exercice considéré, au lieu de deux l'an dernier.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 30.6.88	du 1.10.88 au 30.6.89	Variation
Chiffre d'affaires	134,8	149,4	+11%
Marché allemand	67,4	71,2	+6%
Marché étranger	67,4	78,2	+16%

Personnel

Fin juin 1989, Siemens employait à l'échelle mondiale 364 000 salariés, soit 3 % ou 11 000 de plus qu'à la fin de l'exercice 1987/88. L'accroissement de 7 000, qui porte les effectifs hors de la République fédérale d'Allemagne à 137 000, résulte en grande partie de l'intégration des sociétés nouvellement acquises (dont Siemens-Bendix Automotrice Electronics, Detroit). En R.F.A. les embauches dans les différents secteurs sont liées à des motifs conjoncturels; si l'on inclut la consolidation de Bergmann Kabowerke AG, le personnel, en progression de 4 000, compte 227 000

salariés. En hausse de 8 %, les frais de personnel se chiffrent à 63,8 milliards de francs.

	30.6.88	30.6.89	Variation
Personnel en milliers	353	364	+3%
Allemagne	223	227	+2%
Etranger	130	137	+5%

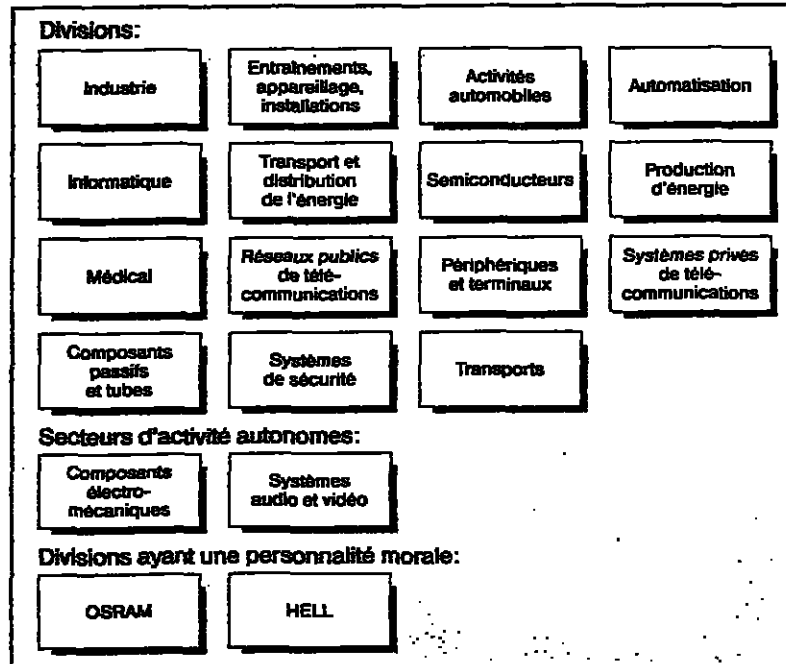
En milliards de francs	du 1.10.87 au 30.6.88	du 1.10.88 au 30.6.89	Variation
Frais de personnel	59,2	63,8	+8%

Investissements Bénéfice net

Le volume des investissements, 11,2 milliards de francs, est supérieur de 22 % à celui de l'an dernier à la même époque. Cette forte augmentation est en partie due à la discontinuité des investissements au cours de l'exercice précédent. Le bénéfice net est passé de 3,3 à 3,7 milliards de francs, soit une augmentation de 12 %.

En milliards de francs	du 1.10.87 au 30.6.88	du 1.10.88 au 30.6.89	Variation
Investissements	9,2	11,2	+22%
Bénéfice net	3,3	3,7	+12%

Les valeurs sont converties selon le cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30.6.1989: 100 FF = 29,455 DM.



Siemens se dote d'une nouvelle organisation

A dater du nouvel exercice, c'est-à-dire du 1^{er} octobre 1989, Siemens sera dotée d'une nouvelle structure: les sept anciennes Divisions seront désormais au nombre de 15. S'y ajouteront deux secteurs d'activité autonomes et, comme par le passé, Osram et Hell. Les nouvelles unités se distinguent par un profil nettement défini au niveau de leurs clients comme de leurs matériels. Par la réduction des niveaux hiérarchiques et des circuits de décision, Siemens améliore les conditions lui permettant de relever les défis du marché mondial à l'horizon 90.

Siemens AG

En France:
Siemens Société Anonyme

هكذا من الألف

Crédits, changes, grands marchés

opéenne

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La formule américaine pour la Nouvelle-Zélande

L'euro-emprunt émis mercredi 16 août par la Nouvelle-Zélande est l'événement de la semaine sur le marché international des capitaux. Sa taille respectable, de 500 millions de dollars des Etats-Unis, suffit à le mettre en évidence, mais c'est en fait par une raison technique qu'il se distingue. Son groupe de direction a été constitué selon les habitudes propres au marché new-yorkais, qui diffèrent considérablement des pratiques en usage sur l'euro-marché.

L'emprunteur n'ayant pas légué sur les conditions, l'opération a reçu un fort bon accueil et la banque cheffe de file, Morgan Stanley International, s'est attiré bien des floges pour ce qui apparaît d'ores et déjà comme une grande réussite. L'exemple n'est cependant pas suffisamment concluant pour que la formule, nouvelle, apparaisse désormais comme la solution idéale aux problèmes de rentabilité auxquels sont confrontés les eurobanques. Car c'est bien pour répondre à ce type de problèmes que les méthodes américaines de syndication ont été appliquées.

D'une durée de cinq ans, les obligations néo-zélandaises sont munies de coupons d'intérêt annuel de 9 %. Leur prix d'émission de 99,75 % du pair correspondait à leur lancement à une marge très confortable de quelque 73 points de base (ou centimes de point de pourcentage) au-dessus du rendement des fonds d'Etat américains comparables. Les banques chargées de l'opération s'étaient engagées à respecter, dans un stade initial très bref, le prix d'émission convenu et à ne pas offrir aux investisseurs d'obligations au-dessous de ce niveau. La transaction s'est révélée fort profitable pour les banques, qui, contrairement à ce qui se passe trop souvent sur l'euro-marché, n'ont pas eu à regretter sur leurs commissions pour plier les titres. Leur rétribution est en revanche nettement moindre que celle, théorique mais trop souvent illusoire, qui est fixée normalement sur l'euro-marché (0,375 % au total, contre 1,875 %).

Depuis que l'Allemagne a renoncé à prélever à la source un impôt sur les revenus des placements, les capitaux ont cessé de fuir le pays. En juin, le mois le plus récent pour lequel on dispose de statistiques officielles, le courant s'est même inversé, et près de 2,7 milliards de deutschmarks ont globalement été investis en valeurs mobilières alle-

mandées. C'est la première fois depuis près de deux ans qu'un tel courant positif est enregistré en République fédérale.

L'exemple allemand montre bien que la question de la rentabilité à la source doit être résolue dans le cadre le plus large possible. Celui de l'Europe communautaire pourrait bien s'avérer trop étroit, car il ne faudrait pas que l'harmonisation soumise au sein du Marché commun fasse fuir les capitaux vers des havres fiscaux. C'est tout le mérite de la Belgique d'avoir très tôt et avec insistance mis en évidence la nécessité de négociations à grande échelle.

Avec plus de fermeté que d'autres, M. Philippe Maystadt, ministre belge des finances, ne cesse de souligner le bénéfice d'un accord qui impliquerait l'ensemble des pays industrialisés. En particulier, les Etats-Unis, le Japon, le Canada et la Suisse devraient participer aux débats. Ceux-ci pourraient se tenir au sein de l'OCDE ou du groupe des Dix, chacune de ces deux organisations ayant permis de résoudre des

problèmes similaires : aussi bien celui de la concurrence entre pays industrialisés au sujet des taux d'intérêt sur les crédits à l'exportation que celui des coefficients de solvabilité des banques.

Les préoccupations belges rejoignent d'ailleurs celles des services européens de Bruxelles, qui, dans leur premier projet de directive sur la fiscalité des revenus de l'épargne, parlaient d'« étendre le champ de la retenue à la source au plan international ». Cependant, si, comme on peut s'y attendre, la question du précompte mobilier revient prochainement au premier plan de l'actualité, il est probable que cela conduise à réexaminer l'exemption des euro-obligations. L'argument a déjà été mis en exergue par le ministre belge, qui, dès le début de l'année, souhaitait qu'il soit « clairement établi que cette exemption pourra être remise en cause dans une négociation plus large ». Or de nombreux spécialistes du marché international des capitaux tiennent pour acquis que les revenus des euro-obligations demeureront exonérés de tout impôt payé à la source.

Echange de couronnes

Storebaelt, la société danoise responsable du projet de pont sur le détroit du Grand-Belt, sollicite actuellement le marché de l'euro-couronne suédoise. Son emprunt de 300 millions, qui bénéficie de la garantie du royaume de Danemark, retient l'attention à plus d'un titre. Il confirme l'attrait d'un comparatif de l'euro-marché en plein développement. C'est également un témoignage de l'importance de la solidarité scandinave en matière financière. L'opération est en effet placée sous la conduite d'un établissement de Copenhague, Sparinvest SD, la première banque danoise à diriger un emprunt en couronnes suédoises.

Cependant, le débiteur recherche des fonds dans sa propre monnaie. Aussi la transaction fait-elle l'objet d'un contrat d'échange procurant à Storebaelt des couronnes danoises. Un tel procédé entraîne pour l'emprunteur une économie non négligeable : le swap qui le fait passer d'une couronne à l'autre lui permet de lever des capitaux à un coût inférieur à celui du Trésor danois lui-même, sur son propre marché.

(Le rendement des obligations gouvernementales danoises à cinq ans est de l'ordre de 9,50 %.)

Telles qu'elles sont offertes aux investisseurs, les obligations Storebaelt seront remboursées au taux de 11,125 % l'an durant un peu plus de cinq ans, pour un prix d'émission de 101,875 %. En dehors des pays scandinaves, la demande de titres en couronnes suédoises se concentre sur l'Allemagne et le Benelux. En France, elle est pratiquement inexistante. C'est sans doute la raison pour laquelle aucune banque française ne figure dans le groupe de direction de l'emprunt. Les responsables de l'opération soulignent l'absence d'une quelconque relation avec le litige entraîné par la procédure d'appel d'offres pour la construction du pont sur le détroit du Grand-Belt. Rappellent que la Commission européenne vient de saisir la Cour européenne de justice de Luxembourg d'un recours contre le Danemark, précisément à propos de l'attribution du contrat et de l'éviction du groupe français Bouygues.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Nouvel appétit pour le dollar

Le « syndrome du vendredi » n'est plus ce qu'il était. Alors que la plupart des cambistes s'attendaient que la publication d'un bon indice des prix à la consommation aux Etats-Unis fasse grimper la devise américaine, celle-ci a au contraire cédé du terrain, le vendredi 18 août, à l'annonce d'une hausse des prix de détail limitée à 0,2 % en juillet.

Certes, le cours du dollar avait été très soutenu tout au long de la semaine, et avait nettement progressé jeudi lors de la publication des statistiques du commerce extérieur américain de juin (le déficit s'est contracté à 8,17 milliards de dollars, son meilleur résultat depuis le mois de décembre 1987). De nombreux opérateurs avaient alors estimé que le potentiel de hausse à court terme du billet vert était tel que celui-ci devrait continuer à progresser jusqu'à la fin de la semaine.

Mais finalement, ce sont les prises de bénéfices qui l'ont emporté après les plusieurs séances de hausse, et le dollar a clôturé à New-York le 18 août à 6,5960 F et 1,9565 DM, contre 6,5445 F et 1,9380 DM une semaine plus tôt.

Malgré cette progression relative, le dollar a été très soutenu tout au long de la semaine, et avait nettement progressé jeudi lors de la publication des statistiques du commerce extérieur américain de juin (le déficit s'est contracté à 8,17 milliards de dollars, son meilleur résultat depuis le mois de décembre 1987). De nombreux opérateurs avaient alors estimé que le potentiel de hausse à court terme du billet vert était tel que celui-ci devrait continuer à progresser jusqu'à la fin de la semaine.

Mais finalement, ce sont les prises de bénéfices qui l'ont emporté après les plusieurs séances de hausse, et le dollar a clôturé à New-York le 18 août à 6,5960 F et 1,9565 DM, contre 6,5445 F et 1,9380 DM une semaine plus tôt.

Défendre la livre

Si le dollar reste fondamentalement soutenu, les banques centrales ont clairement indiqué qu'elles entendaient surveiller sa hausse de très près, même si l'on est encore loin des 6,94 F et 2,04 DM atteints à la mi-juin. Depuis leur intervention concertée du 11 août, les principaux instituts d'émission se sont montrés prudents. La Banque du Japon avait précédé à une vente modeste de dollars le jeudi 17 août, alors que d'autres, dont la Réserve fédérale et la Bundesbank, auraient, le lendemain, signalé plus discrètement leur présence, par exemple en sondant l'état du marché auprès des grandes banques.

Seule la Banque d'Angleterre s'est manifestée clairement sur les marchés, presque tout au long de la semaine. Mais ses motivations sont différentes. Après la publication de plusieurs statistiques économiques indiquant — enfin — un ralentissement de la croissance économique

britannique, de nombreux investisseurs auraient choisi de se retirer de la place de Londres, craignant que les taux d'intérêt qui y sont offerts ne deviennent progressivement moins attrayants. En conséquence, la Banque centrale a dû intervenir, principalement par des ventes de deutschmarks, pour défendre la livre ; et celle-ci retrouvait en fin de semaine une plus grande stabilité, à 3,0675 DM et 10,3575 F, des cours à peine plus faibles que ceux de la semaine précédente.

Fierté des dirigeants français depuis le début de l'année, le franc a, comme à son habitude, profité de la hausse du dollar et de l'inévitable affaiblissement du deutschmark qui s'ensuit. La devise allemande tombait à 3,3775 F à la cotation officielle de Paris le 18 août, et même à 3,3740 F en fin de séance le même jour. Le cours pivot de la devise allemande contre franc — 3,35386 — sera-t-il bientôt franchi ? La hausse de 0,3 % des prix à la consommation en France en juillet — un résultat médiocre si on le compare à la baisse de 0,2 % enregistrée en Allemagne, et même aux hausses de 0,2 % pour l'Italie et de 0,1 % en Grande-Bretagne ! — n'a eu aucune répercussion négative sur la devise française.

Quant à l'or, ses cours se sont légèrement affermis au cours de la semaine, l'once de métal fin cotant 366,25 dollars le 18 août au deuxième fixing de Londres, contre 361,90 dollars une semaine plus tôt.

FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 18 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	SEU	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Lire italienne
New-York	1,5445	—	15,1263	59,2065	51,4334	2,4390	45,2091	0,9710
Paris	1,5960	—	15,3946	60,7772	51,9480	2,4845	46,1843	0,9723
Bruxelles	14,3429	6,6118	—	391,41	337,36	16,1243	399,27	4,6953
Amsterdam	18,3740	6,9800	—	391,80	337,66	16,1401	399,48	4,6999
Zurich	2,4254	1,2800	25,8285	—	26,1934	4,1155	16,5995	1,1595
Frankfurt	2,4275	1,2800	25,8285	—	26,1934	4,1155	16,5995	1,1595
Bruxelles	3,0723	1,9320	29,6154	116,63	—	4,7626	58,7986	1,9719
Bruxelles	24,1445	41,08	6,2015	24,747	26,9237	—	18,5884	2,9119
Bruxelles	64,239	48,25	6,1923	24,2616	26,9091	—	18,5569	2,9103
Amsterdam	3,4559	2,2880	34,14	130,78	112,73	5,3878	—	1,5485
Amsterdam	3,4677	2,2880	34,14	130,78	112,73	5,3878	—	1,5485
Milan	3,0627	1,980	21,127	83,632	718,25	34,3214	637,39	—
Milan	2,0727	1,983	21,127	83,633	718,44	34,3202	637,42	—
Tokyo	223,72	143,08	214,39	84,6254	72,9778	34,878	64,7351	0,1015
Tokyo	225,51	141,38	217,38	85,1718	73,4026	35,105	65,1452	0,1021

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 août, 4,6230 F contre 4,6001 F le vendredi 11 août.

MATIÈRES PREMIÈRES

Panne sur le cuivre

Accidents, grèves, sabotages. La liste des problèmes de l'industrie mondiale du cuivre, tant au niveau des mines que des fonderies s'allonge. Et ces perturbations dans les approvisionnements contribuent à soutenir les cours du métal rouge qui, après une période de repli, sont remontés à leur plus haut niveau depuis avril dernier. Sur le London Metal Exchange (LME), la teneur de cuivre à trois mois a terminé la semaine à 1 777 livres, soit l'équivalent de 2 751 dollars.

Jeu de l'été, sur le COMEX de New-York, les cours du métal ont brutalement décollé à l'annonce d'une explosion dans la fonderie de Cyprus Minerals en Arizona. Si, selon les opérateurs, le marché a une tendance à « sur-réagir » à la nouvelle, il n'en reste pas moins que cet accident entraîne une fermeture provisoire de l'usine et retardera une partie de ses livraisons au troisième trimestre. Cette nervosité, exacerbée par tout incident, est à mettre sur le compte de la contraction des stocks ces derniers mois. Dans les entrepôts agréés du COMEX, les réserves de métal représentent ainsi 16 645 tonnes, leur plus bas niveau de l'année, alors que la position nette du marché atteint plus de 26 000 contrats, soit environ 20 000 tonnes.

Cette semaine, l'attention des professionnels s'est également polarisée sur la situation au Pérou, où une grève générale des mineurs (voir page 4) touche 65 % de la production de cuivre du pays. Le Pérou compte pour 6 % de la production mondiale de métal rouge. Les informations sur le taux de participation de cette grève et ses impacts sont contradictoires, mais il apparaît que les deux grosses mines exploitées par la Southern Peru Copper

Corp. (Toquepala et Cuajone), qui produisent les deux tiers du minerai de cuivre péruvien, sont les plus touchées par le mouvement de protestation. La société a indiqué que ses livraisons de cathodes se poursuivent, mais a précisé qu'une partie de sa production était paralysée.

Au Mexique, un mouvement de grève devait affecter, à partir de vendredi, l'exploitation de la mine de Cananea. Si ce mouvement devait se confirmer, le producteur américain Magna Copper, qui a signé, il y a un mois, avec Cananea un accord à long terme pour l'achat de concentrés de cuivre, pourrait à son tour connaître des difficultés d'approvisionnement.

A l'autre bout du monde, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'énorme mine de Bougainville est

toujours fermée. Ce site est paralysé depuis le mois de mai, à la suite d'une campagne de sabotage contre ses installations et son personnel, menée par des propriétaires terriens qui s'estiment lésés par l'extension de la mine. Bougainville a invoqué la clause de force majeure sur 124 000 tonnes de concentrés qui auraient dû être livrés entre juin et août en Europe et en Asie. Cependant, la société, détenue à 53,6 % par l'australien CRA, a annoncé qu'elle reprendrait ses opérations en septembre et retrouverait son rythme normal de production à la fin de l'année. Ce qui laisse nombre d'analystes sceptiques.

En Colombie britannique, pays pourtant réputé pour son calme, une grève touche, depuis cinq semaines, la mine de Highland Valley (détenue à 50 % par COMINCO) et la société a été forcée, elle aussi, d'invoquer la clause de force majeure sur ses livraisons du mois d'août.

Selon les observateurs, la mine ne reprendra pas sa production avant le début du quatrième trimestre. Toutes ces sociétés exportent principalement du concentré de cuivre, ce qui oblige les fonderies occidentales à se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement. Mais le Chili, premier exportateur mondial de minerai, connaît toujours une instabilité sociale et la Zambie doit, quant à elle, faire face à une saturation de son réseau ferroviaire.

Toutes ces difficultés d'approvisionnement ont accentué la tension sur le marché libre du cuivre raffiné, alors que l'été est traditionnellement une période de basses eaux. La rentrée pourrait se révéler chaude sur le métal rouge.

ROBERT RÉGIER.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Inversion de tendance

La semaine avait mal commencé. Dès le dimanche 13 août, une polémique sur les taux d'intérêt s'était engagée aux Etats-Unis. Le directeur du budget, M. Richard Darman, avait en effet affirmé tout de go, lors d'une émission télévisée, que si l'économie américaine plongeait dans la récession, ce serait la Réserve fédérale, trop stricte dans la conduite de sa politique monétaire, qui serait à blâmer.

Après cette attaque pour le moins directe contre l'institut d'émission des Etats-Unis, le président Bush avait choisi de défendre son directeur du budget, en estimant que ses propos étaient « très raisonnables ». L'administration américaine tenterait-elle publiquement d'influencer les gouvernements de la Réserve fédérale, qui doivent se réunir le 22 août pour discuter de la conduite de la politique monétaire et, selon l'avis dominant sur les marchés, décider de maintenir les taux d'intérêt inchangés ? Pour que la responsabilité d'une récession ne soit pas attribuée à l'équipe de M. Bush ? Les propos de M. Darman n'ont pas convaincu les marchés qu'une baisse des taux était imminente, puisque le marché obligataire américain, entraînant à sa suite l'ensemble des marchés du crédit, a été orienté à la baisse tout au long de la semaine. Et la Maison Blanche a eu beau publier un communiqué vendredi, après l'annonce d'une hausse modérée des prix à la consommation en juillet, pour affirmer que la baisse permettrait d'alléger la pression sur les taux d'intérêt, les opérateurs n'ont pas modifié leurs positions.

Devant la multiplication récente des signes de bonne santé de l'économie américaine, qui fait oublier le bilan de santé pour le moins morose récemment dressé par les antennes régionales de la Réserve fédérale, les opérateurs paraissent désormais convaincus que la baisse des taux n'est pas imminente. Ainsi, le rendement de l'emprunt phare à trente ans 8 1/8 % du Trésor américain est resté tendu tout au long de la semaine et a stagné le vendredi 18 août à 8,16 %, alors qu'il était tombé à 7,83 % en début du mois. Décidément, la réussite du « soft landing », dont les marchés semblent convaincus depuis quelques jours, n'est pas propice aux obligations.

En France, le MATIF n'a pas manqué de répercuter la baisse du marché américain, et le contrat notional, échéance septembre, a clôturé le 18 août à 109,16 alors qu'une semaine plus tôt, avec un contrat à 110,44, le marché à terme parisien retrouvait son plus haut niveau depuis près de trois ans. A la fin du mois de juillet, tout semblait favorable à une baisse des taux aux Etats-Unis, et même en France, et de nombreux opérateurs s'étaient positionnés en conséquence. Malheureusement, les dernières séances ont été marquées par la déaillution et des ventes massives sur le marché parisien.

Les taux à court terme demeurent très tendus, et le jour le jour se situent, le 18 août, à peine sous la barre des 9 %, à 8 13/16 %, 15/16 %. La veille, la Banque de France avait retiré 14 milliards de

francs du marché à l'occasion d'un appel d'offres au cours duquel 46,4 milliards de francs ont été servis.

Le marché allemand est, quant à lui, indubitablement soutenu par la hausse du dollar, à laquelle les taux d'intérêt germaniques sont très sensibles. C'est pourquoi l'annonce d'une baisse des prix de gros de 0,9 % en juillet n'a pas empêché le rendement des « Bundes » de se tendre, celui des emprunts d'Etat à dix ans passant en quelques séances de 8,60 % à 8,75 % environ.

A l'interrogation des récentes semaines sur une éventuelle baisse du taux d'intervention de la Banque de France, à la rentrée, a succédé la question — certainement prématurée mais traditionnelle : « Si la RFA décide de relever ses taux directeurs, la France pourra-t-elle éviter d'en faire autant ? »

Le marché primaire français n'a pas échappé à la morosité ambiante. L'Auxiliaire du Crédit foncier de France a lancé 650 millions de francs à 8,70 % à dix ans, avec une hausse assimilable à l'emprunt de juillet, mais dont les titres ne sont pas assortis de bons de souscription. Le rendement actuariel est ressorti à 8,61 %. A noter, également, un emprunt de 100 millions de francs de la banque Pallas. Selon un observateur, le marché des titres publics à long terme pourrait tirer son épingle du jeu à la rentrée, car, si la tendance baissière se poursuit sur les marchés de crédit, les taux à court terme en souffriront davantage.

F. L.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

NATHAN Le Monde

Handwritten note in Arabic script.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : un dirigeant de la Solidarité pressenti pour former le gouvernement.	6 Point de vue : « Capitalisme et social-démocratie », par Jean-Michel Gaillard.	7 Le voyage du pape à Saint-Jacques-de-Compostelle.	9 Le feu dans la ville : Paris brûle-t-il ?	12 Les relations entre les entreprises européennes et américaines.	Abonnements 2	Les résultats des grandes écoles :
4 La vingt et unième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie.	— Réunion de l'organisation mondiale des maires.	— Le congrès de l'Union européenne des végétariens.	COMMUNICATION	13 Le gouvernement va moderniser la législation sur l'ouverture des magasins le dimanche.	Météorologie 11	3615 tazes LEMONDE
5 Proche-Orient : la bataille des cartes magnétiques à Gaza.		— Sports.	11 Le marché de l'édition sur vidéodisque.	14 Revue des valeurs.	Spectacles 10	Les offres d'emploi du Monde :
		8 Après la destruction d'un lieu de culte musulman en Isère.	— Premier bilan de Télé-Toulouse.	15 Crédits, changes, grands marchés.	Télévision 11	3615 tazes LM

Inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE

M. Michel Pezet admet que les campagnes électorales étaient financées à partir des bureaux d'études

M. Pierre Culé, président de la chambre d'accusation de Paris chargé du dossier des fausses factures de la SORMAE, a inculpé, vendredi 18 août, M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, de corruption, faux en écritures de commerce et usage, complicité et recel de faux en écritures de commerce et abus de biens sociaux (nos dernières éditions datées 19 août).

A sa sortie du cabinet de M. Culé, le député du PS a déclaré : « Il n'y a rien de très agréable à être inculpé, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais je suis sûr de son fond, car rien n'a été avancé sur un enrichissement de ma part. Le financement des campagnes électorales se faisait à partir de bureaux d'étude. Tout le monde le sait. Le Parti socialiste s'en est occupé, j'avais

L'inculpation de M. Michel Pezet, qui était convoqué au palais de justice de Paris depuis le mois de juillet, n'est assurément pas une surprise. Dès les premiers actes d'inculpation, en février 1989, le nom du député des Bouches-du-Rhône, parmi ceux d'autres élus, avait été prononcé, provoquant de vives protestations de ce dernier. On était, il est vrai, en pleine campagne municipale, et M. Pezet ne s'était pas privé de démentir ce qu'il considérait comme un « coup bas ». Ses proches ajoutaient même que leur chef de file était la victime d'une vengeance interne au Parti socialiste.

Dès le 15 février, le Canard enchaîné affirmait qu'un des dirigeants de la SORMAE, M. Claude Popin, interrogé par la police judiciaire, avait reconnu avoir « déposé », sur ordre de la SAE, société mère de la SORMAE, 1 million de francs pour financer l'hebdomadaire, éphémère périodique marseillais de M. Pezet tenta de lancer en 1987. La SORMAE aurait justifié ce décaissement par des factures d'études fictives présentées par M. Jacques Lhardt, promoteur immobilier proche de M. Pezet.

C'est ce mécanisme qui vaut, semble-t-il, au chef de file des socialistes marseillais son inculpation. Elle n'aurait rien à voir avec d'éven-

tuels nouvelles mises en cause résultant d'une perquisition opérée le 5 mai dernier à Marseille, au siège de la délégation régionale d'Urban-Gracco, société d'études du Parti socialiste. A la suite de cette perquisition, M. Gérard Monste, dirigeant d'Urban-Gracco, poussé à la démission par ses amis du Parti socialiste, avait été inculpé, le 22 juin, de corruption, faux en écritures de commerce, usage de faux, complicité et recel d'abus de biens sociaux (le Monde du 24 juin).

Selon les documents saisis par la police judiciaire à cette occasion, il se serait tenu, en début d'année, au siège parisien du PS, une réunion à laquelle participaient les représentants d'Urban-Gracco, ceux de la société de travaux publics SAE-Borie et M. Pezet. La SAE-Borie à qui ont été confiés les travaux du tunnel Prado-Carénage, à Marseille, aurait, en remerciement, accepté de verser une forte somme à la société Urban-Gracco, dont une bonne partie aurait servi à financer la campagne électorale des socialistes marseillais.

M. Pierre Culé, qui instruit l'affaire de la SORMAE, n'est pas saisi du dossier Urban-Gracco, qui reste d'ailleurs à ouvrir. C'est, en effet, à l'occasion de vérifications faites chez Urban-Gracco, mais dans le cadre de l'affaire SORMAE, que

Visite surprise de M. Chevènement chez les gendarmes de l'Oise

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a effectué samedi 19 août en matinée une visite surprise dans deux brigades de gendarmes de l'Oise. Le ministre a indiqué qu'il voulait avoir « un dialogue sur le terrain avec des gens en chair et en os ». Une coordination de gendarmes avait annoncé jeudi soir dans l'Oise qu'elle refusait le dialogue avec le ministre pour la réunion de concertation de mercredi prochain en indiquant que, selon elle, cette réunion avait pour but de retrouver les membres du mouvement.

Le ministre a déclaré qu'il n'arriverait pas à « les mains vides » et qu'il « ferait des propositions ». Cette réunion n'est pas un traquenard. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières. Les gendarmes doivent venir en toute liberté et ils pourront constituer des comités. Le ministre a conseillé, avec l'adjoint de la brigade, le chef des horaires et il a affirmé que ce problème était « une des questions principales » à régler. Enfin, à propos du major mis aux arrêts à Narbonne, M. Chevènement a indiqué qu'il avait demandé un rapport.

Nouvelle « bavure » dans un réacteur nucléaire

Un grave défaut de fonctionnement est découvert dans la centrale EDF de Gravelines

Une anomalie a été détectée, jeudi 17 août, sur les soupapes de protection du réacteur n°1 de la centrale de Gravelines (Nord). Annoncée dès le lendemain par EDF, cette irrégularité a été classée au niveau 3 de l'échelle de gravité des incidents et accidents nucléaires. C'est la première fois qu'un défaut de fonctionnement est classé à un niveau aussi élevé (l'échelle en comprend six) depuis l'incident survenu en avril 1984 sur la tranche n°5 de la centrale de Bugey (Ain), où une défaillance des circuits électriques avait très sérieusement menacé les circuits de refroidissement du réacteur.

Cette fois, c'est le circuit primaire des installations qui est en cause. En procédant à des essais et à des contrôles de routine sur le réacteur à l'arrêt, les techniciens ont découvert que ses trois soupapes de protection, chargées de limiter les augmentations de la pression en cas d'incident, ne fonctionnaient pas normalement. La raison : la présence de vis non conformes sur leur circuit de raccordement. Pleines et non pas creuses comme le veut l'usage, ces vis, en cas d'incident, auraient ralenti l'ouverture automatique des soupapes. S'il s'était produit une montée rapide de la pression de l'eau, celle-ci n'aurait ainsi pas pu être maintenue au-dessous du seuil admissible.

Plus grave : ces vis ont vraisemblablement été posées en juin 1988, lors de l'exécution de travaux effectués sur le réacteur à l'arrêt. Depuis plus d'un an, l'anomalie est donc passée inaperçue, entraînant une dégradation d'un système de sécurité fondamental pour la sûreté du réacteur. Une négligence dans les conséquences, en cas de défaillance du circuit primaire, auraient pu être catastrophiques. Sûr, informé, les responsables du service de la production thermique d'EDF ont décidé de procéder au contrôle des

soupapes de l'ensemble des centrales françaises et de mener une enquête afin « de déterminer les causes de cette anomalie et d'en tirer dans les meilleurs délais tous les enseignements pour l'ensemble du parc nucléaire ».

S'il considère la réaction rapide d'EDF comme « une bonne et nécessaire initiative », le Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) ne se déclare pas moins préoccupé par ce nouvel incident. D'autant que le dernier en date, de même nature, bien qu'affectant une autre partie des installations, remonte seulement à quelques semaines. En inspectant l'enceinte de confinement de la tranche n°1 de Dampierre, un technicien y avait repéré, le 1^{er} août, la présence anormale de deux bouchons sur une tuyauterie. Lesquels bouchons, « oubliés » depuis un essai d'étanchéité effectué en décembre 1988, empêchaient le fonctionnement d'un circuit de sécurité destiné à éviter les explosions en cas d'accident majeur sur le réacteur (le Monde daté 13-14 août).

« S'il n'y a pas entraîné de conséquences graves, ces deux incidents, détectés à quelques semaines d'intervalle, présentent des similitudes qu'il faut prendre en compte, soulignent les responsables du SCSIN. « Survient tous deux plusieurs mois auparavant, lors d'un arrêt pour révision après lequel des manipulations qui auraient dû être provisoires ont été laissées en l'état, ils démontrent la nécessité, pour les exploitants, d'une vigilance accrue du contrôle de qualité ».

L'appel a, semble-t-il, été entendu : à EDF, on affirmait, vendredi 18 août, vouloir procéder très rapidement à la vérification, sur l'ensemble des sites nucléaires, de « l'organisation de la qualité des interventions ».

Ca. V.

Fin de la mission de M. Alain Decaux à Beyrouth

Damas ne semble pas s'inquiéter des initiatives françaises au Liban

BEYROUTH de notre envoyée spéciale.

Qu'est venu faire au Liban le ministre délégué à la francophonie, M. Alain Decaux, qui a quitté Beyrouth vendredi 18 août au soir ? Outre s'informer et écouter une nouvelle fois toutes les parties libanaises, M. Decaux a proposé à ses interlocuteurs « la tenue en un lieu déterminé d'une réunion de toutes les parties libanaises pour traiter de l'ensemble des problèmes qui leur sont communs ou qui les opposent », a affirmé vendredi soir, à l'issue de la visite du ministre, M. René Ala, ambassadeur de France au Liban (1).

Selon M. Ala, le ministre, qui a rencontré, outre M. Selim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Hussein Huseini, président sortant du Parlement, le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, le patriarche de l'Eglise maronite, Monseigneur Nasrallah Sfeir, le chef druze Walid Joublat et l'ambassadeur d'Union soviétique au Liban, s'est montré encouragé par le fait que « nul n'est contre l'idée des réformes du système politique libanais et que les points d'accord à ce propos sont beaucoup plus nombreux que les points de désaccord ».

A Beyrouth, M. Decaux ne pouvait qu'insister sur la nécessité de consolider le cessez-le-feu, celui-ci devenant lettre morte, pour ouvrir « la voie au dialogue politique » qui passe, selon la France, « par l'action du comité tripartite arabe dont nous souhaitons, à poursuivre M. Ala, qu'il reprenne avec vigueur, efficace

et le plus vite possible ses travaux ». Parallèlement, toutefois, à cette action politique et devant l'urgence de la situation, « la France, a encore affirmé M. Ala, se préoccupe actuellement de la mise en place avec ses partenaires européens d'un plan d'aide humanitaire ». A ce propos, M. Ala a précisé que le renforcement de la présence navale française au large du Liban relevait de la volonté « de regrouper un ensemble de moyens qui pourraient être nécessaires pour mener à bien des actions de type humanitaire. Il n'est pas question que ce rassemblement de moyens serve pour une intervention militaire sur le sol libanais ou ailleurs », a-t-il encore dit avant d'ajouter : « Compte tenu de la situation que le Liban a connue ces derniers jours, compte tenu de la période d'incertitude dans laquelle nous nous trouvons, ces moyens de reprise des hostilités, la France a le devoir de se préoccuper du sort de ses ressortissants ». « La situation, a toutefois affirmé M. Ala, ne justifie en rien aujourd'hui une évacuation ».

Néanmoins difficile à croire, volonté d'aller de l'avant sans trop se soucier des protagonistes extérieurs de la crise libanaise — la Syrie et Israël en premier, — déclaration de tenter d'imposer un règlement, avant ou séparément de la crise régionale : on s'imaginerait mal comment la proposition française pourrait voir le jour, alors même que les parties libanaises ne sont pas d'accord sur les interlocuteurs.

A l'issue de son entrevue avec M. Decaux, M. Walid Joublat, le plus sûr allié de Damas dans la crise actuelle, a d'ailleurs réaffirmé son refus de tout dialogue avec le général Aoun, déclarant, au contraire : « Le meilleur service que la France pourrait rendre au Liban serait d'embarquer le général Aoun sur une de ses canonnières ».

Selon « le Point »

M. Peyrand serait le principal bénéficiaire de l'affaire de la Société générale

M. Jean-Pierre Peyrand, soixante-dix-sept ans, retraité, ancien directeur de la Banque Rivaud, serait le principal opérateur et bénéficiaire de l'affaire de la Société générale. L'hebdomadaire du Point, daté 21-27 août, « A lui seul, il aurait ramassé 35 des 42 millions de francs » de plus-value réalisée par un groupe de quatre opérateurs, soupçonnés par la Commission des opérations de Bourse (COB) de délits d'initié et dont elle fait état fin juillet dans un rapport non publié.

Violente attaque de M. Joublat

Vendredi matin, M. Joublat s'était livré à une violente attaque à la fois contre « le régime » du général Aoun, qu'il s'est engagé à « exterminer », et contre Paris. « Nous sommes fiers de combattre aujourd'hui une grande force composée des chrétiens maronites, de la France, de l'Irak et de toute la réaction arabe », a-t-il dit lors d'une tournée de condoléances aux familles de ses vingt-trois militaires tués dans l'opération de dimanche

dernier à Souk-el-Gharb. « Ceux qui pensent pouvoir utiliser les hordes étrangères irakiennes ou françaises, arabes ou occidentales, se trompent : nous avons vaincu dans le passé, nous avons fait la guerre aux Français et nous les avons refoulés. Nous étions et nous resterons le bataillon d'avant-garde de l'armée syrienne au Liban ».

En ce qui concerne la « réunion de toutes les parties libanaises », celles-ci se sont déjà retrouvées à plusieurs reprises autour d'une table de négociation, à Genève ou à Lausanne par exemple, avec les résultats que l'on connaît. Encore faudrait-il être sûr de l'appui des superpuissances, et l'on note à Beyrouth que les critiques de Washington contre Damas se sont très nettement atténuées, le porte-parole du département d'Etat ne rejetant même que sur « les forces soutenues par la Syrie » la responsabilité de la poursuite des bombardements contre les ports du pays chrétien et estimant qu'il n'y avait aucune indication sur une participation syrienne directe.

Le fait même que les Syriens n'aient pas réagi, à ce jour, aux actions françaises de caractère militaire ou diplomatique semble montrer que Damas ne s'en inquiète pas outre mesure, ou, tout au moins, se sent sûr de pouvoir les contraindre. Le moment venu, comme il l'avait fait avec l'accord du 17 mai 1983 entre le Liban et Israël, parerai par les Etats-Unis et jamais entrainé. En avril dernier, les premières démarches françaises avaient, au contraire, fait l'objet de très violentes critiques de la part de la Syrie.

Pour leur part, les intégristes pro-iraniens du Hezbollah ont mis en garde Paris contre « une nouvelle croisade au Liban dont ils sortiraient vainqueurs par l'esprit du martyre qui a forcé les Marins américains et les Français à prendre la fuite en 1983 ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Au Quai d'Orsay, on se bornerait, samedi 19 août, à rappeler que la France n'a cessé d'inviter les Libanais à la reprise du dialogue. De bonne source, on préciserait aussi à Paris que la mission confiée à M. Decaux était double : prendre contact avec toutes les parties libanaises pour favoriser une entrée en vigueur et une consolidation du cessez-le-feu et, mais à titre exploratoire seulement, échanger avec les mêmes interlocuteurs l'hypothèse à plus long terme d'une réunion sur le Liban impliquant toutes les parties, un peu sur le modèle de la conférence sur le Cambodge.

Mettant fin à un conflit de trois ans

Les industriels japonais signent avec la CEE un accord sur les prix des semi-conducteurs

Mettant fin à un différend vieux de trois ans, onze fabricants japonais de composants électroniques à semi-conducteurs ont signé avec les représentants de la Commission économique européenne un accord fixant pour la vente de leurs « puces » en Europe. L'accord doit recevoir l'approbation officielle de Bruxelles, ce qui ne devrait poser aucun problème puisque les Japonais ont accepté les conditions exigées.

Les signataires comprennent les grands fabricants comme NEC, Hitachi ou Toshiba mais aussi la filiale nipponne de l'américain Texas Instruments. Ils se sont engagés à ne pas vendre les composants à moindre dynamique (DRAM) dont ils détiennent un quasi-monopole mondial, à moins de 8 ou 9 % au-dessus de leur prix de revient.

Les utilisateurs européens de ces puces (fabricants d'ordinateurs, de télévisions ou de matériels de télécommunications) pourraient se plaindre de cette décision peu conforme à la libre concurrence et qui certifie cette production. Mais, dans la réalité, elle ne devrait pas avoir d'effet sensible sur les prix actuels qui semblent proches des niveaux calculés d'après les méthodes de l'accord.

Même si le gouvernement de Tokyo n'a pas engagé sa signature, le compromis trouvé met fin à un

conflit né il y a trois ans d'un accord du même type entre le Japon et les Etats-Unis et que contestait la CEE.

Les Américains, qui accusaient les groupes japonais de dumping sur leurs exportations de puces, arrachent, en 1986, un accord qui fixe un prix plancher calculé à partir de différents coûts surveillés par les experts américains. Par ailleurs, les Japonais promettent d'ouvrir leur marché intérieur. Or, le prix plancher s'applique aux exportations aux Etats-Unis mais aussi sur les autres marchés dont l'Europe où les filiales des groupes américains (Texas Instruments, Motorola...) font face à la même concurrence japonaise. C'est cette multilatéralité d'un accord bilatéral (les Etats-Unis et le Japon s'arrogent en clair le droit de fixer les règles en Europe) qui est immédiatement contestée par la CEE.

Une plainte est déposée au GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) qui juge et donne raison aux Européens.

Depuis lors, un accord bilatéral Japon-CEE était recherché, mais les groupes japonais, déjà réticents à concéder avec les Américains, traînaient les pieds. Ils n'ont signé que contraints pour mettre fin à une dégradation du climat avec Bruxelles qui aurait pu leur coûter cher sur d'autres secteurs de l'électronique.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

Graphologue MSI

1000 analyses spécialisées dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM. Repère : 1000 analyses spécialisées dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an.

La France demande une réunion d'urgence de la CEE à Paris

La France a proposé, vendredi 18 août, une réunion d'urgence à Paris des douze pays membres de la CEE, pour examiner la situation au Liban et la possibilité de « mettre en place très rapidement un plan d'aide humanitaire », a indiqué le ministre des affaires étrangères.

M. Roland Dumas, qui préside actuellement le conseil des ministres de la CEE, a envoyé un message dans ce sens à ses onze homologues. Parallèlement, une démarche commune des Douze doit être effectuée auprès du comité tripartite (Maroc, Algérie, Arabie saoudite), chargé d'une mission de paix par la Ligue arabe, pour lui « apporter le plein soutien » de la CEE, souligne M. Dumas dans son message.

Selon des sources informées, la réunion, au niveau des directeurs politiques, doit se tenir lundi après-midi à Paris. Il s'agit notamment, précise-t-on de même source, d'étudier les moyens de répondre aux besoins immédiats de la population libanaise, entre autres, du point de vue sanitaire et alimentaire, et d'évaluer ce qui pourrait être fait à plus long terme, dans la perspective d'un cessez-le-feu durable.

Dans son message, M. Dumas fait valoir que « la situation au Liban, les chances d'y instaurer un cessez-le-feu durable et de parvenir ainsi au règlement politique, doivent mobiliser tous les efforts des Douze à l'appui de ceux du comité tripartite arabe. Ils-même soutenus par l'appel du Conseil de sécurité » de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu.

M. Dumas a également adressé, vendredi, au ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarik Aziz, pour l'informer des efforts diplomatiques français, et au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour le remercier d'avoir pris l'initiative de réunir le Conseil

de sécurité sur le Liban et lui demander ses intentions sur la poursuite de son action.

Le Liban est également au centre d'une activité diplomatique arabe qui s'est concrétisée, vendredi, par la réunion d'un sommet à Bagdad auquel ont participé deux adversaires de la Syrie, le président irakien Saddam Hussein et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, ainsi que le roi Hussein de Jordanie. Aucune information n'a été fournie sur les résultats de ce sommet, qui s'est terminé vendredi soir. L'Irak soutient politiquement et militairement le général chrétien Michel Aoun. Ce soutien (la livraison de matériel militaire) est invoqué par les Syriens comme prétexte au blocus naval qu'ils imposent au réduit chrétien.

Sommet à Bagdad

De son côté, le comité tripartite arabe, qui avait fait état, le 31 juillet, de l'« impasse » dans laquelle se trouvaient ses travaux, attend toujours la réponse des chefs d'Etat arabes au rapport qu'il leur a soumis vendredi dernier sur ses différentes démarches. Ce rapport a également été communiqué aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), ainsi qu'à ceux du Vatican et des Nations unies.

Le numéro du « Monde » daté 19 août 1989 a été tiré à 491 656 exemplaires

A C D E F G H